

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

LISTES : abréviations, tableaux, graphiques, photos

INTRODUCTION GENERALE

PARTIE I : MONOGRAPHIE, MATERIELS ET METHODES

Chapitre I : Monographie

Chapitre II : Approche méthodologique

PARTIE II : RESULTATS DES ENQUETES

Chapitre I : Approche historique et définition des concepts entourant les déchets

Chapitre II: Résultats des enquêtes auprès des différentes institutions

Chapitre III : Résultats des enquêtes auprès des ménages

PARTIE III : DISCUSSIONS ET RECOMMANDATIONS

Chapitre I : Discussions

Chapitre II : Recommandations

CONCLUSION GENERALE

BIBLIOGRAPHIE / WEBOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES

ANNEXES

LISTE DES ABREVIATIONS

AGR	Activités Génératrices de Revenus
AMI	Association Miriantsoa
BDA	Bureau de développement d'Antananarivo
BMH	Bureau Municipal d'Hygiène
CCC	Changement de Comportement par la Communication
CDA	Conseil de Développement Andohatapenaka
CEG	Collège d'Enseignement Général
COBA	Communauté de Base
CUA	Commune Urbaine d'Antananarivo
DA	Division de l'Assainissement
DEPU	Direction des Espaces et de la Propreté Urbaine
DOEC	Division Organisation, Etude et Communication
DSM	déchets solides municipaux
ENDA OI	Environnement Développement Action Océan Indien
EPP	Ecole Primaire Publique
FFOM	Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces
IEC	Information, Education et Communication
IMMRED	Introduction, Matériels et Méthodes, Résultats, Discussions
INSTAT	Institut National de la Statistique
IRA	Infection Respiratoire Aigue
ONG	Organisation non Gouvernementale
PAPMAD	Papeterie de Madagascar
PPP	Partenariat Public Privé
REAU	Redevances des Eaux Usés
RF2	Rafitra Fanadiovana Fivondronana
ROM	Redevances sur les Ordures Ménagères

SA	Service Assainissement
SAF FJKM	Sampan'asa Fampanandrosoana ao anivon'ny Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara
SAMVA	Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo
SEAU	Service Environnement et Agriculture Urbaine
SGDP	Service de Gestion de Développement des Pépinières
SJEEV	Service de Jardinage et Entretien des Espaces Verts
SMTF	Société Malgache de Transformation de Plastique
SNEVP	Service Nettoyage des Espaces et Voies Publiques
SOMACOU	Société Malgache de Couverture
SSD	Service de la Santé publique de District
SSOM	Service Suivi des Ordures Ménagères

LISTE DES TABLEAUX

Numéro	Titre	Sources	Pages
01	Répartition démographique de la population de 2012-2014	CUA 2015	11
02	Effectif des infrastructures	CUA, 2014	12
03	Les enquêtés	investigation personnelle, 2015	25
04	Effectif des employés d'exécution	DEPU, ENDA OI, 2015	32
05	Les matériels de nettoyage	Gestionnaire Comptable DEPU, 2015	33
06	Evolution du Parc camion de la CUA de 2012 à 2015	Service Technique DEPU, 2015	35
07	Ressources financières	investigation personnelle, 2015	37
08	Nombre de bacs à ordures alloués au 1 ^{er} Arrondissement de la CUA	Service Technique et Investigation personnelle, 2015	37
09	Facteurs de dysfonctionnement de la Commune	Investigation personnelle, 2015	38
10	Incohérence de localisation géographique d'implantation des bacs (au sein des quartiers/Fokontany du 1 ^{er} Arrondissement)	CUA, 2015	45
11	Quelques caractéristiques essentielles du site d'Andralanitra	Investigation personnelle, 2015	48
12	Les litiges nés d'une grande quantification des déchets	Investigation personnelle, 2015	49

Numéro	Titre	Sources	Pages
13	Les maladies engendrées par les déchets éparpillés et putréfiés	SSD, 2015	52
14	Présentation des cas présumés de peste dans le 1 ^{er} Arrondissement en 2014	SSD ,2014	52
15	Situation matrimoniale	Investigation personnelle, 2015	54
16	Analyse FFOM	Investigation personnelle, 2015	62
17	Synthèse du plan d'actions à entreprendre	Investigation personnelle, 2015	76

LISTES DES FIGURES

Numéro	Titre	Sources	Pages
01	Cartographie du premier arrondissement	BDA 2014	09
02	Etape de gestion de déchet universelle	Auteure, 2015	29
03	Etape de gestion des déchets Antananarivo	Investigation personnelle, 2015	30

LISTE DES GRAPHES

Numéro	Titre	Sources	Pages
01	Nombre de camions	CUA 2015	36
02	Masse de déchet en général de la commune d'Antananarivo	Investigation personnelle, 2015	42
03	Composition des déchets (au niveau des fokontany)	Investigation personnelle, 2015	43
04	Taux de quartiers n'ayant pas de bac	Service Technique CUA, 2015	47
05	Les principales responsables d'après les ménages	enquêtes auprès des ménages, 2015	59
06	Champ d'intervention sociale	enquêtes auprès des ménages, 2015	61

LISTES DES FIGURES

Numéro	Titre	Sources	Pages
01	Cartographie du premier arrondissement	BDA 2014	08
02	Etape de gestion de déchet universelle	Investigation personnelle, 2015	29
03	Etape de gestion des déchets Antananarivo	Investigation personnelle, 2015	30

LISTE DES PHOTOS

Numéro	Titres	pages
Photo n°01	Manarintsoa Anatihazo	44
Photo n°02	Manarintsoa Anatihazo	57
Photo n°03	Manarinstoa Anatihazo	58

INTRODUCTION GENERALE

La gestion de l'environnement axée essentiellement sur le respect de l'équilibre de l'écosystème et de la biodiversité est un phénomène interpellant non seulement un continent, un pays, une municipalité, mais de manière globale, chaque population vivant au niveau de la planète, où qu'elle soit localisée géographiquement. Depuis la nuit des temps, tout être vivant puise ses besoins des faune et flore se perpétuant dans les milieux qui l'entourent. Pour ce qui concerne particulièrement les humains, ils effectuent habituellement des échanges avec les autres espèces de différentes sortes (flore, faunes...) composant son environnement et dont les activités récurrentes au fil des jours et des mois voire des années, contribuent à la création, de problème consécutifs à la nécessité d'une gestion judicieuse et rationnelle des déchets qui en résultent provoquant un état d'insalubrité provisoire ou permanent sur la gestion des déchets. Ce phénomène de concentration n'est pas nouveau, il s'accélère et touche la plupart des pays¹.

D'après les constats et observations, ce sont notamment, les pays en développement qui s'avèrent les plus soumis à l'insalubrité permanente. Cette dernière générant de plus en plus des impacts négatifs sur les conditions de vie de la population, donne surtout libre cours aux différentes maladies et épidémie qui se propagent au sein de la société en général et décimant la population, en particulier.

Les personnes les plus vulnérable sont composées en l'occurrence des enfants, des malades, des malnutris des chômeurs tant du milieu urbain qui a fortiori, du milieu rural.

Madagascar faisant partie de ces pays, accumule dans certains quartiers notamment urbains, des montagnes d'ordures que n'arrivent plus à contenir les bacs qui débordent, allant même jusqu'à obstruer les rues de la voie publique urbaine. Cette forte concentration de déchets est causée respectivement par des phénomènes de dysfonctionnement organisationnel à l'instar de l'entassement urbain, des mauvaises conditions de vie généralisées de la population ainsi que de la non application des textes et réglementations en vigueur, régissant la vie sociale. De surcroît, la forte occupation progressive de l'espace urbain concerne plus précisément la capitale.

¹BEAUX, J-F (1997) L'environnement, Paris, Nathan, p.124

Ainsi, la ville d'Antananarivo est considérée comme la plus touchée, d'où son classement parmi les villes les plus insalubres au monde en 2009 par le magazine Forbes². Elle figure parmi les régions ou sites où les touristes évitent de séjourner longtemps, avec les ordures comme décors permanent et quotidien alors qu'elle est censée être la vitrine touristique du pays. D'où de tels décors à risque se rencontrent dans plusieurs quartiers de la ville. Les personnes défavorisées, composées des mendiants, chômeurs ou à très faible revenu, vivant dans les bas quartiers, sont considérées comme les plus vulnérables à ces amoncellements de déchets et ordures de provenances essentiellement ménagères, artisanale et industrielle.

De telles montagnes de déchets multiformes, menaçant de submerger la grande ville peuvent nuire fortement à la santé publique. Ainsi, afin de contribuer autant que faire se peut, à la réduction de ces ordures, nous avons choisi le thème : « **La gestion des déchets et le bien-être de la population dans la Commune Urbaine d'Antananarivo** ». En effet, depuis déjà longtemps, cette municipalité ressent encore beaucoup de mal à gérer de manière rationnelle et scientifique, les déchets publics. Si bien qu'elle considère la gestion de ceux-ci comme principale préoccupation, figurant parmi les TOP 5 des priorités effisicente.

Motif du choix du thème et de la zone d'étude

Le choix du thème a été motivé par l'observation quotidienne de l'existence quasi-permanente d'amoncellement de plus en plus important des ordures presque partout dans la ville. Elles sont ainsi devenues un phénomène social et qui font désormais partie de la vie des habitants urbains. Ce qui pose de problèmes de fond en causant des odeurs nauséabondes et pestilentielles surtout durant les périodes de pluies.

En ce qui concerne le choix de notre zone d'étude, le premier arrondissement d'Antananarivo nous a semblé le plus touché par ces montagnes d'ordures puisqu'il est l'arrondissement comportant le plus grand nombre de fokontany, concentrant ainsi une affluence ainsi qu'une diversité de population cosmopolite en termes soit d'appartenance parmi les 18 tribus soit des confessions religieuses (chrétienne, Islamique...).

²*Forbes* est un magazine économique américain fondé en 1917 par Bertie Charles Forbes. Son siège social est situé sur la Cinquième Avenue à New York.

Problématique :

Dans le cadre de notre protocole de recherche, nous voudrions poser la problématique ci-après formulée :

- Quelles peuvent-être les sources de problème en matière de mal gérance des déchets ménager ayant une répercussion plus particulièrement sur l'état de santé de la population et plus généralement, sur le niveau de son bien-être?

Hypothèses :

A ce titre, les hypothèses suivantes découleraient de cette problématique, à savoir :

- L'Administration communale semble faillir à la mission à caractère socio-sanitaire qui lui est dévolue, celle de contribuer de manière effective et permanente à la collecte et au ramassage des ordures ménagères qui s'amoncellent ici et là, dans, et hors des bacs à ordures
- La non-participation de la population résidente à la gestion des ordures susmentionnées traduit d'une certaine manière, le manque de civisme et de citoyenneté ainsi que la négligence de la santé publique de la part autant des gouvernants municipaux que des gouvernés.

Objectifs :

Notre travail de recherche se fixe pour ambition d'analyser et d'évaluer les rouages de l'administration communale en matière de gestion des ordures ménagères.

Cet objectif se décline en trois objectifs spécifiques :

- Mesurer les effets d'ordre quantitatif des déchets sur l'amélioration du niveau de l'état sanitaire des habitants ;
- Analyser le dysfonctionnement de la bureaucratie locale par rapport à la politique sectorielle touchée par le problème des ordures ménagères et ;
- Evaluer les écarts éventuels entre les discours officiels prononcés et les réalités de terrains sur cette question épineuse de l'insalubrité ambiante (défécation, canalisation, fosse septique...)

Aperçu méthodologique

- Les méthodes d'approche que nous avons adoptée se focalisent autour du structuro-fonctionnalisme de Talcott PARSONS/AGIL³. Il s'agit d'approches scientifiques axées sur quatre fonctions dont respectivement :

1/ la fonction d'Adaptation (A) qui est liée au milieu extérieur. Cette fonction répond à la nécessité pour le système de puiser des ressources dans son environnement. Or l'environnement est, dans le cas de notre investigation, malsain et pollué ;

2/ la fonction de réalisation des fins (*Goals attainment*) (G) : elle permet au système de se fixer des objectifs et de se donner des moyens pour les atteindre. Cela est lié aux structures politiques. La politique sociale et sectorielle sur la gestion des ordures ménagères (G.O.M) semble incapable de s'acquitter normalement de sa mission principale, celle d'assurer un environnement urbain salubre, propre et qui donne envie d'y résider ;

3/ la fonction d'intégration du système (I) laquelle permet d'en coordonner les différentes parties afin de le stabiliser. Cela est lié aux structures judiciaires et communautaires. Pourtant, il est unanimement admis que le pouvoir exécutif exerce une pression sur l'appareil juridictionnel à Madagascar. De surcroît, beaucoup parmi les Tananariviens, ayant une composition multiethnique, semblent se désintéresser des problèmes écologiques⁴ qui n'affectent pas directement leurs domiciles et leurs états de santé ;

4/ et, la fonction de maintien des modèles latents (*Latent patterns maintenance*) (L) qui permet la production et la reproduction des valeurs communes à l'ensemble de la société et qui permettent du coup aux individus, de motiver leurs actions. Cela est lié aux structures de socialisation comme la famille, qui permettent une stabilité normative et donc, le maintien des modèles.

Mais les institutions sociales (institution éducative, institution familiale...) perdent leur crédibilité, pour ne pas dire qu'elles sont dépourvues de leur substance en situation de crises socioéconomique, sociopolitique, morale⁵. De ce fait, l'individu, l'acteur social (ici représenté

³BEITONE (A),.etal. (2002) sciences sociales, Paris, Editions Dalles, p.102-103

⁴ On peut lire à ce sujet : 1/ http://www.pseau.org/outils/ouvrages/raneau_11_enda_tana.pdf, Consulté le 25 février 2016 2/ <http://www.rfi.fr/afrique/20160103-madagascar-polemique-ramassage-ordures>, Consulté le 25 février 2016 3/ Amélioration de l'accès à l'assainissement dans les quartiers de la basse ville d'Antananarivo, Enda Océan-Indien, document en ligne consulté le 25 février 2016

⁵1/ RANDRIAMASITIANA, G.D « **Quête incertaine de voies / voix démocratiques et minorisation de l'hétéronomie séculaire. Le cas malgache** ».

par les habitants du 1^{er} arrondissement de la capitale malgache et les responsables rattachés directement ou indirectement à la gestion des ordures) obéit à ses désirs, et à ses motivations.

Type Démarche

La démarche appliquée celle de l'hypothético-déductive.

Pour ce qui concerne les types de méthodes adaptés, plusieurs techniques nous sont parues nécessaires dont entre autres, celles citées ci-après :

Techniques de documentation :

En premier lieu, nous avons eu recours à la documentation. Il s'agit ici, du recueil d'informations à travers différents ouvrages, revues, journaux jugés concernés par le thème ainsi qu'à travers Internet. L'objectif en est de recueillir le maximum de données et informations sur le sujet. Nous avons pu prospecter, identifier et consulter un grand nombre de documents qui nous ont permis de connaître et appréhender au mieux et au préalable, notre thème.

Techniques vivantes :

Pour réaliser ce travail, nous avons effectué des descentes sur terrain, lesquelles nous ont permis de réaliser des enquêtes auprès des services concernés, ainsi que des entretiens directs avec la population cible. Par ailleurs, nous avons établi des ressources préalablement à la méthode, utilisant le questionnaire pour accomplir notre travail de recherche. Des interviews auprès de certaines personnes sélectionnées et identifiées ainsi que de citoyens choisis au hasard ont été indispensables pour recueillir des avis personnels variés, prévus autant qu'inopinés.

Texte présenté au 19^{ème} Congrès International des Sociologues de Langue Française, Penser l'incertain, 2 au 6 Juillet 2012, Rabat, Maroc.

Regards pluriels sur l'incertain politique. Entre dérives identitaires, urbanisation, globalisation économique, réseaux numériques et féminisation du social. Sous la direction de Hervé Marchal et de Christophe Baticle, 2015, Paris, L'harmattan

2/ / RANDRIAMASITIANA, G.D « **Trajectoires différenciées, familles décomposées et efforts de reconstruction de parcours des enfants en difficulté**»,

Revue à comité de lecture de l'Association Historique Internationale de l'Océan Indien, Enfance et jeunesse dans les pays du sud – ouest de l'océan indien (XVIIIe – XXIe siècles), 2010, p.230 – 237

Une telle méthode nous a essentiellement aidés à cerner diverses rubriques d'informations pertinentes et à avoir directement l'avis des gens sur la situation analysée ainsi que sur les faits exposés. Ce dernier est parfois :

- directif : le but étant d'obtenir directement les informations sur le sujet.
- semi-directif : nous dirigeons petit à petit les réponses.
- non directif : la personne interviewée étant libre de répondre à ce qu'elle veut et comme elle l'entend.

Limite de la recherche entreprise

A l'instar de toute activité humaine, nous avons rencontré et enregistré certaines limites de divers ordres dont en premier lieu, la durée du stage qui a été assez courte, ce qui ne nous a permis de fréquenter la Direction des Espaces et de la Propreté Urbaine (DEPU) que seulement pour trois (03) mois, délai jugé insuffisant pour effectuer une étude longitudinale et plus approfondie de la gestion centrale qui nous préoccupe en l'occurrence la gestion des déchets urbains.

Par ailleurs, notre moyen financier relativement faible, a été un handicap majeur à notre volonté de parcourir et d'observer minutieusement toutes les Communes, les quartiers qui sont concernés par ce problème de gestion des déchets ménagers.

Plan

Dans le cadre de la mise en œuvre du présent travail de recherche, nous avons choisi le canevas de renommée universelle dénommé : IMMRED (Introduction, Matériels et Méthodes, Résultats, Discussions).

A cet effet, pour appréhender au mieux le sujet traité en imprimant à l'ensemble de son contenu, une suite autant logique que correctement agencée, notre ouvrage se structure en trois grandes parties distinctes dont la première sera consacrée à la présentation du cadre de l'étude, de notre entité de stage ainsi que des matériels et méthodes que nous avons prévus d'utiliser en vue de la réalisation de ce mémoire. Tandis que la deuxième partie, énumérera et exposera respectivement les résultats des recherches et investigations que nous avons menées. Enfin, une troisième et dernière partie amorcera les discussions de circonstance, destinés à la remise en question des résultats obtenus et qui feront ressortir une à une, les problématiques de fond auxquelles seront émises diverses recommandations et actions correctives à

entreprendre incluant la désignation d'une part, des responsables concernés par leur mise en œuvre et d'autre part, de la période à prévoir pour leur concrétisation (dans l'immédiat, à court, moyen ou long terme).

Ceci étant, nous entamons la première partie de notre travail.

PARTIE I: MATERIELS ET METHODES

Rapport-Gratuit.com

Dans cette première partie, nous donnerons dans un premier temps, un aperçu de l'identification de la zone d'étude sélectionnée.

Ensuite, il y aura les approches théoriques des auteurs, c'est-à-dire un exposé esquissant les différentes sciences disciplinaires utilisées comme références de base et jugées concernées par le traitement du thème et par la description des matériels choisis ainsi que des méthodes appliquées pour assurer le déroulement correct et approprié des enquêtes, et entretiens menés.

Chapitre I : Monographie

Dans ce premier chapitre, nous nous focaliserons sur le cadre spécifique de l'étude, grâce auquel nous allons pouvoir faire la description de l'entité d'accueil autant que de l'endroit de la localisation où a été effectué le stage pratique.

Dans cette section, nous nous focaliserons sur le terrain d'étude qui nous a permis de réaliser nos recherches. D'où nous présenterons successivement, la cartographie de la Commune étudiée afin de la situer de manière compréhensible. Puis la branche rattachée hiérarchiquement à la Commune en ce qui concerne, spécifiquement la gestion des ordures.

1.1. Présentation de la commune urbaine d'Antananarivo

La Commune Urbaine d'Antananarivo est une Commune appartenant à la Région d'Analamanga. Elle est répartie et subdivisée en six arrondissements ayant chacun ses propres superficies et estimations de nombre de population. Et elle a connu et connaît un processus d'urbanisation accéléré.

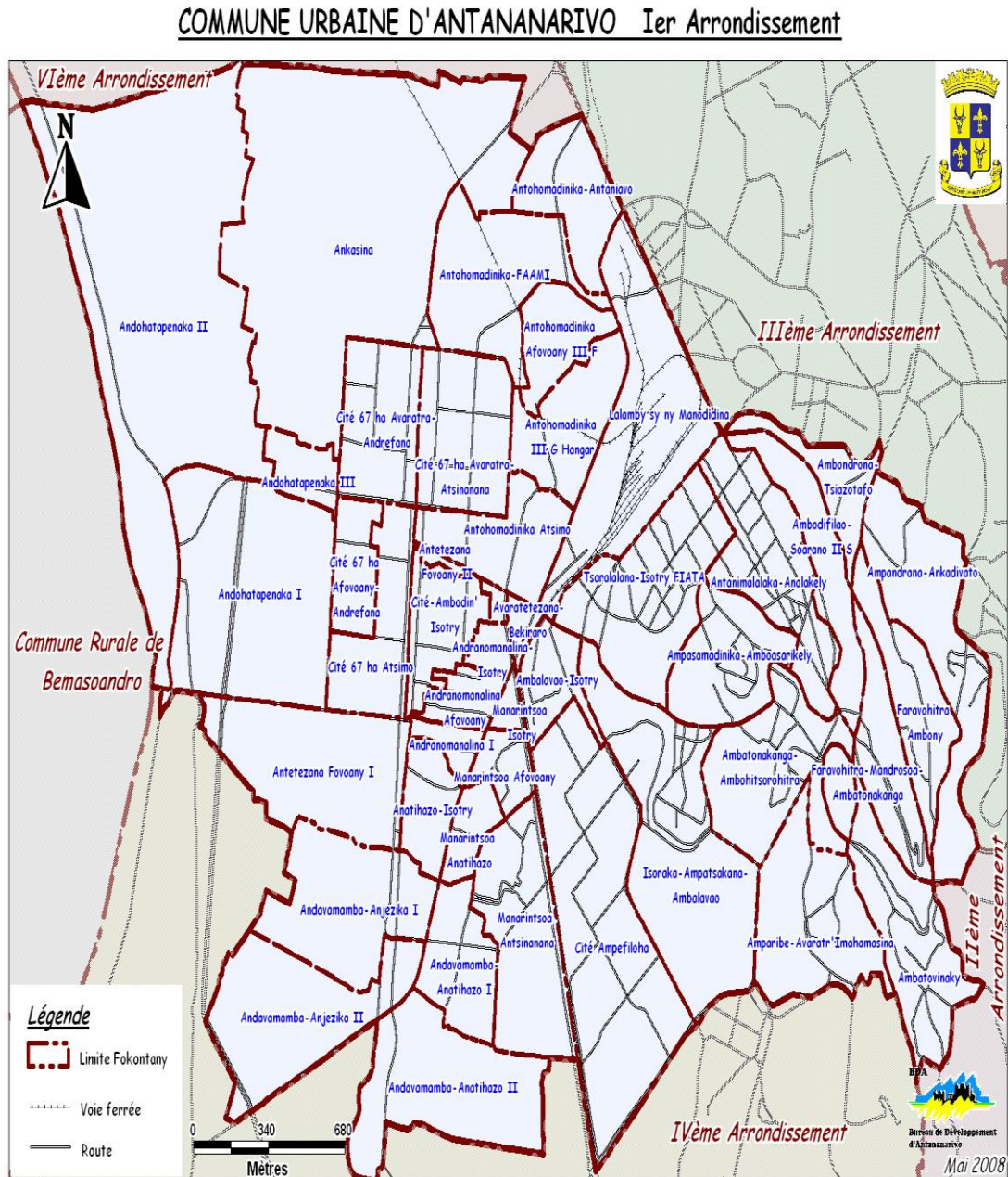
Pour notre recherche, nous avons choisi de mener nos investigations dans le premier arrondissement qui est d'ailleurs le plus peuplé parmi les six et représentant le plus grand nombre de fokontany⁶.

1.1.1. Localisation :

Le premier arrondissement est à son tour divisé en 44 fokontany d'où 21% de la population de la capitale y vivent. Il est délimité au nord par le quartier d'Antohomadinika, au Sud par celui d'Ambatovinaky, à l'Est par celui d'Ampandrana et à l'Ouest par celui d'Andohatapenaka.

⁶La plus petite division administrative

Figure n°01 : cartographie du premier arrondissement



Source : Bureau de développement d'Antananarivo (BDA), 2014

1.1.2 Aspect démographique

D'emblée, il s'avère primordial de connaître la situation démographique notamment son évolution afin de faire une évaluation correcte et appropriée du nombre de la population. Cette étude constitue pour nous une occasion opportune d'analyser l'évolution des habitants afin de situer les causes probables de l'insalubrité permanente constituée au sein de

l'arrondissement. C'est à ce titre que le tableau suivant nous montre les données statistiques disponibles sur ce sujet précis.

Tableau n°01 : Répartition démographique de la population de 2012-2014

Année	Population	Femme	Homme	Superficie en km2,	Nombre de ménage	Nombre de toit	Nombre de fokontany
2012	286622	151 429	135 193	8,90	66583	34103	44
2013	293587	157 959	135 628	8,90	67775	39617	
2014	320185	168 453	151 732	8,90	55582	30516	

Sources : Service Technique, CUA 2015

Ainsi d'après les statistiques fournies supra, la population résidant au niveau du 1^{er} arrondissement c'est-à-dire le nombre d'habitants n'a cessé d'évoluer à la hausse au cours de ces trois dernières années surtout au niveau des individus de sexe féminin. Par contre, les nombres aussi bien de ménages que de toits répertoriés ont nettement régressé notamment l'année 2014.

1.1.3 Infrastructures

Plusieurs infrastructures existent dans le premier arrondissement mais seuls les plus importants sont mis en relief, ici.

Tableau n°02 : Effectif des infrastructures

Infrastructures		Nombre (unités)
Santé	Bloc sanitaire	33
Education	Ecole publique (EPP, CEG, Lycée)	28
	Ecole privée	163
Base	Bassin lavoir	39
	Borne fontaine	203
	Bac à ordures fixe	84
Religion	Eglise	94

Source : CUA, 2014

1.1.4. Les responsables de gestion des ordures au niveau de la capitale

A un certain temps, la CUA s'est chargée à elle seule, la tâche occupant la gestion des ordures ménagères. Comme cette dernière implique beaucoup de responsabilité, l'Etat s'est chargé d'instaurer tout d'abord en 1996, une branche chargée de l'assainissement et de la collecte de déchet. Ensuite en 2009, une autre branche occupant la pré-collecte fut créée. Enfin, la municipalité a décidé d'inclure comme projet local, l'instauration d'entité privée dans chaque arrondissement de la CUA.

D'où les différentes branches qui sont mentionnées ci-dessous :

- **Entité publique**

La gestion des ordures s'opère sous la responsabilité des instances publiques qui sont régies par décret et dont les dirigeants de ces institutions sont nommés par l'Etat c'est-à-dire par le Maire de la CUA.

- La Direction des Espaces et de la Propreté Urbaine (DEPU) pour la pré-collecte ;
- Le Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo, (SAMVA) pour la collecte, le transport et le traitement des déchets à la décharge d'Andralanitra régi par la loi n°96-173 du 06 mars 1996.

- **Entité privée**

La Commune Urbaine d'Antananarivo a mis en place un système de gestion locale intégrée en eau, hygiène et assainissement par le biais des «**Rafitra Fikojana ny Rano sy ny Fahadiovana**»⁷, dites RF2, qui travaille sur des projets de pré-collecte. Ces structures rassemblent les acteurs concernés dans chaque fokontany (ONG, associations, riverains, etc.) pour leur mobilisation collective et la coordination des activités menées. Elles existent aujourd'hui dans 47 fokontany, l'objectif étant de les étendre sur les 145 fokontany restant. Toute action à l'échelle locale, au sein des fokontany, doit s'appuyer sur ces structures existantes.

1.2. La Direction des Espaces et de la Propreté Urbaine

1.2.1. HISTORIQUE

La Direction de la Propreté Urbaine ou DPU a été créée en décembre 2009, dont le siège est sis à Tsimbazaza rue KASANGA, et dont le principal objectif est d'assurer le nettoyage de la ville d'Antananarivo au niveau des six Arrondissements.

Elle se divise en trois services : le Service Nettoyage des Espaces et Voies Publiques (SNEVP), le Service Assainissement (SA) et le Service Suivi des Ordures Ménagères (SSOM).

En 2014, elle a changé de dénomination pour devenir « la Direction des Espaces et de la Propreté Urbaine » ou DEPU et en 2015, son siège a été déplacé à Mahamasina stade. Elle a pour mission initiale le nettoyage de la ville, la culture de plantes vertes et d'ornementations ainsi que les entretiens des jardins. Pour ce faire, elle se répartit en six services dont respectivement : le Service Nettoyage des Espaces et Voies Publiques (SNEVP), le Service Assainissement (SA), le Service Suivi des Ordures Ménagères (SSOM), le Service Environnement et Agriculture Urbaine (SEAU), le Service de Jardinage et Entretien des Espaces Verts (SJEEV), et, le Service de Gestion et Développement des Pépinières (SGDP).

Du point de vue ressources humaines, la DEPU compte actuellement 744 employés motivés et dynamiques pour maintenir autant l'organisation que l'animation de chaque Service, dont 163 pour le Service des Espaces Verts de l'Environnement et Agriculture

⁷Ou Structure d'entretien de l'eau et de l'hygiène

Urbaine, et les 581 employés restant pour le nettoyage et l'assainissement de la ville/division verticale et horizontale.

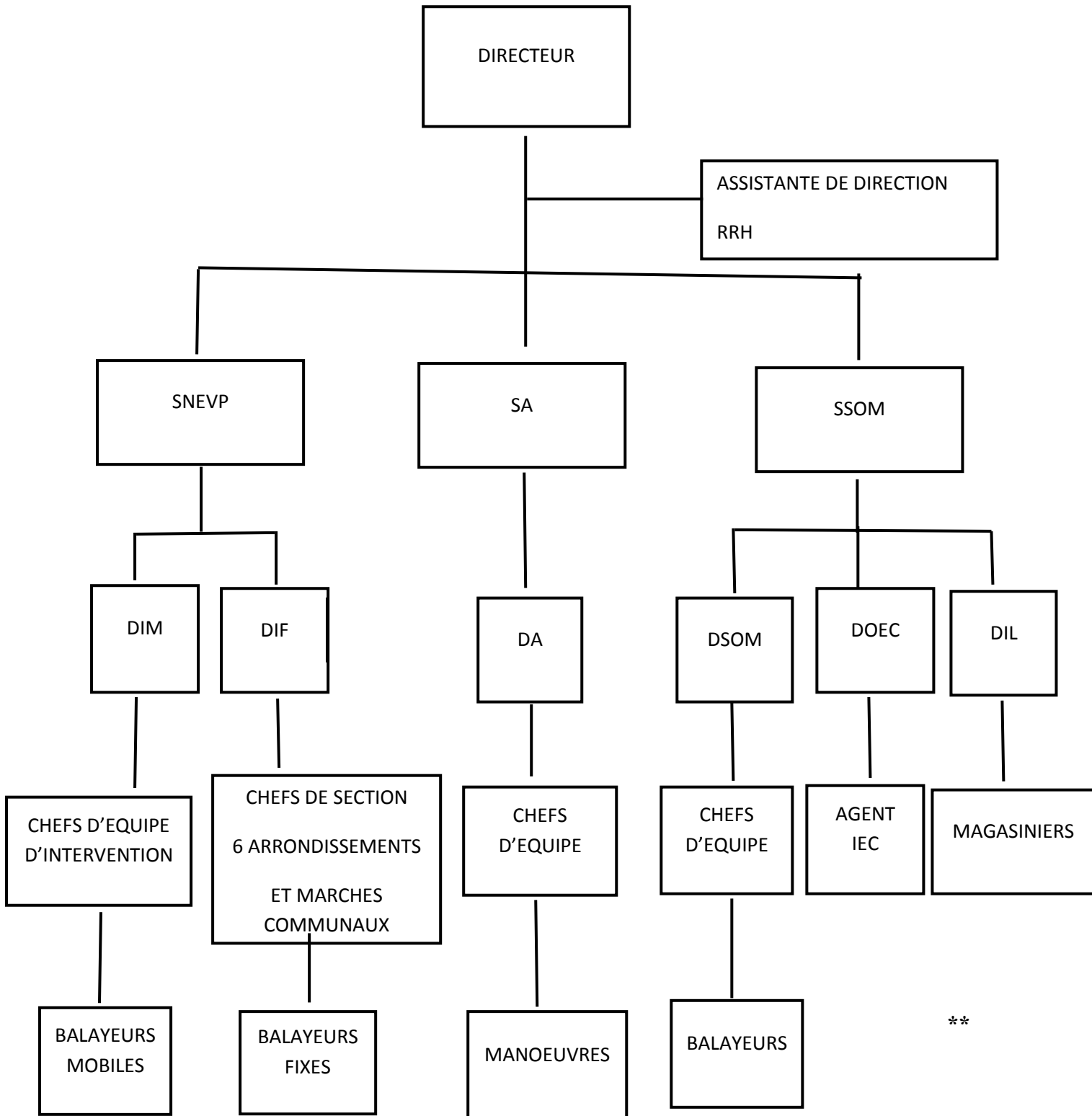
1.2.2. MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Notre Direction cible se fixe pour principales missions/attribution respectivement de :

- s'assurer que tous les espaces, les marchés communaux et les voies publiques de la ville restent propres en permanence ;
- s'assurer que les bacs à ordures (grands, petits, fixes, mobiles...) soient vidés régulièrement et en temps opportun ;
- s'assurer que les canaux d'évacuation d'eau (usées ou pluviales) soient toujours propres et fonctionnels, curés au besoin ou les réparations à faire soient signalées en temps opportun au département responsable ;
- concevoir et mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation et d'éducation civique en matière de propreté ;
- réfléchir sur tous projets pouvant améliorer la propreté de la ville.

A titre d'illustration, nous présentons ci-après, l'organigramme de la DEPU :

1.2.3. ORGANIGRAMME DE LA DPU



Source : Responsable des ressources humaines DEPU /CUA, 2015

Nous enchaînons avec l'énumération des diverses attributions respectives de chacun de ses trois Services.

1.2.3.1. Le Service nettoyage des espaces et voies publiques

- assure les grands travaux de nettoyage : lavage, dessablage, désherbage, collecte des sachets plastiques, enlèvement des entassements d'ordures (bacs sauvages) des sites au sein des 192 fokontany (que compte la CUA) ;
- maintient les axes principaux, les grands axes et les marchés, propres de manière constante en termes de : balayage journalier, débroussaillage et lavage systématique des axes principaux ;
- reçoit et traite les signalements de manquement à ces missions de base;
- aide le SAMVA à nettoyer les alentours des bacs à ordures.

Les durées d'intervention sont fixées successivement suivant les horaires ci-après : matin (6h-12h) ; après-midi (12h-18h) ; soir (18h-00h)

1.2.3.2. Le Service assainissement

Il assure la mise en œuvre d'activités consistant respectivement à :

- maintenir propres les canaux et regards, protéger les piétons contre les dalles non couvertes ;
- prévoir l'évacuation des eaux de pluies dans les canaux : curage des caniveaux, canal en terre, buses avant la saison de pluie;
- traiter des petits travaux d'assainissement, généralement sur signalement.

1.2.3.3. Le Service suivi des ordures ménagères

Le Service Suivi des Ordures Ménagères (SSOM) œuvre dans le maintien de la propreté par l'intermédiaire des interventions de nettoyage. Il est chargé de :

- assurer le nettoyage des sites non couverts par les balayeurs du Service de nettoyage des Espaces et voies publiques (SNEVP) ;
- contrôler la propreté dans les 6 Arrondissements ;
- analyser les signalements pour être exécutés par le Service Nettoyage des Espaces et Voies Publiques et par le Service Assainissement ;

- sensibiliser toutes les couches des citoyens sur la propreté de la ville : utiliser à cet effet, des médias (radio, site web,...) et autres supports appropriés pour communiquer (Affiche, flyers, banderole,...) ;
- éduquer les citoyens depuis leur enfance ;
- informer les citoyens et être à la écoute en permanence avec eux : collecter les feedback et les suggestions des citoyens par sondage d'opinion ;
- informer les citoyens en général sur les textes réglementaires régissant la propreté de la Ville ;
- gérer les petits matériels de nettoyage ;
- gérer les réparations des matériels roulants.

Partenaire

La pré-collecte: la Commune ayant tellement de difficultés pour la gérance des déchets, a mis au point des collaborations avec plusieurs ONG comme ENDA OI, LEO CLUB, CDA ANDOHATAPENAKA, EAST, CARE INTERNATIONAL.

Ainsi se termine ce premier chapitre qui a esquissé une présentation globale du cadre de notre étude ainsi que de notre entité d'accueil de stage.

Nous enchaînons dans le deuxième chapitre avec l'énumération des matériels utilisés ainsi que des méthodologies d'approche adoptées pour mener à bien notre présent travail de recherche.

CHAPITRE II : APPROCHE METHODOLOGIQUE

Dans ce chapitre nous nous focaliserons en premier lieu sur le cadre purement théorique et global consistant à connaître les définitions des notions et concepts de base élaborés par divers auteurs ayant déjà mené des recherches sur le sujet discuté.

En deuxième lieu, seront exposées différentes méthodologies adoptées pour mener en bonne et due forme notre étude de recherche.

2.1. Approche historique et Cadre théorique

Dans cette section nous nous consacrerons aux différentes disciplines utilisées et présenterons les différents auteurs ayant un rapport direct avec notre étude de recherche.

Dans la concrétisation de la présente à étude de recherche, nous avons eu recours à plusieurs disciplines qui viendront apporter leur pierre à l'édifice, autour de la thématique de déchet. Cependant, nous nous sommes penchés spécialement sur la sociologie, l'anthropologie et la psychologie sociale qui partagent une seule et même épistémologie.

2.1.1. Historique du déchet :

Le déchet existe depuis l'Antiquité. A cette époque lointaine, la question de déchet se posait dans des termes autrement moins importants qu'aujourd'hui. Historiquement, il a acquis peu à peu sa place à travers un déclenchement des épidémies et plus particulièrement dans l'apparition de celle qu'on appelle sous un terme générique « la peste ».

Etymologiquement, « déchet » veut **dire « déchoir »** mais selon le code de l'environnement, il se définit comme un résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation de toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon.

Le déchet peut être solide et liquide.

Pour Gérard BERTOLINI, le déchet ne renvoie pas seulement à une valeur économique nulle ou négative, des enjeux se cachent derrière son apparente insignifiance. Et les déchets d'aujourd'hui, banal ou inerte, dangereux ou nucléaire, constituent d'ores et déjà

l'héritage que nous léguons aux générations futures, à ces enfants de demain qui maudiront notre imprévoyance⁸.

❖ Types de déchet

Le déchet solide se caractérise sous plusieurs formes dont les principales rubriques sont les suivantes:

- déchets municipaux : déchets ménagers de manière générale ;
- déchets industriels : déchets dus aux productions industrielles et ;
- déchets agricoles : déchets issus des activités d'agriculture⁹.

Pour ce qui concerne l'étendue de notre présente recherche, nous nous penchons plus particulièrement sur les déchets ménagers classés ci-dessous comme déchets municipaux qui se définissent comme suit :

❖ Les déchets ménagers :

Ce sont les déchets produits par l'activité quotidienne des ménages dont la mauvaise gestion représente des risques sur la santé publique et l'environnement. Il est hétérogène et sa composition quantitative comme qualitative varie en fonction de l'espace. Ce sont plus précisément d'une part, des déchets putrescibles (déchets organiques c'est-à-dire les miettes de nourriture puis des papiers et des cartons) et d'autre part, des déchets combustibles (plastique). A noter que le déchet ménager ne touche pas forcément ni exclusivement un foyer.

2.1.2. La gestion des déchets :

C'est l'ensemble des opérations et moyens mis en œuvre pour limiter, recycler, valoriser ou détruire, les déchets.

Il s'agit en fait, des opérations de prévention, de pré-collecte, de collecte et transport, de toute activité de tri, de traitement, jusqu'au stockage au niveau de lieux désignés plus précisément « les décharges ».

⁸BERTOLINI (G), (1990) le marché des ordures : économie et gestion des déchets ménagers, collection « Environnement » l'Harmattan, p. 206.

⁹Jean-Michel Balet, Aide mémoire sur la gestion des déchets 2^{ème} édition.

En ce qui concerne la gestion des déchets, d'après Rindra RAHARIJANAHARY, le nettoyage de l'espace urbain est une question de choix politique et nécessite en priorité un engagement des responsables et de ses habitants¹⁰.

Ce domaine revêt une organisation importante d'où d'après Henri FAYOL, il est essentiel de dresser des tableaux d'organisation qui permettent de saisir d'un coup d'œil l'ensemble de l'organisme, les services, leurs structures et la filière hiérarchique. C'est par l'étude minutieuse de ces tableaux, ancêtres de ce qu'on appelle aujourd'hui l'organigramme, qu'on découvre tous les défauts d'organisation, ou qu'on décèle l'absence d'unité dans le commandement¹¹.

2.1.3. Le bien-être

D'un point de vue scientifique, c'est un critère purement subjectif difficile à évaluer et non reconnu scientifiquement. Cela relève de la morale de la physique qui signifie disposition ou perception d'une sensation agréable du corps et de l'esprit.

Mais concernant précisément la gérance des déchets, il est observé qu'une bonne gestion de ces ordures ménagères améliore le niveau de la santé publique et assure le bien-être de la population c'est-à-dire positionne la société dans une situation morale, psychologique et physique satisfaisante.

2.1.4. Urbanisation

L'urbanisation est un des processus les plus importants des temps modernes, un phénomène universel d'où à l'origine un phénomène européen par excellence. Elle est de plus en plus irréversible¹².

A cela s'ajoute la définition de la ville, d'après ANNE Raulin, la ville est tout d'abord la cité, c'est-à-dire le modèle politique par excellence que l'Occident dépose partout où il se heurte à la frontière sauvage. C'est aussi le lieu de la rencontre et de la différenciation sociale, de

¹⁰RAHARINJANAHARY (R), (2009) La question des ordures à Antananarivo : une gestion en déséquilibre permanent, Département Géographie, Facultés des Lettres et Sciences Humaines, Université Antananarivo.

¹¹ FAYOL (h), (1910), Administration industrielle et générale, bulletin de la société de l'industrie Minérale, p.225-267

l'existence des classes et des ségrégations qui entretiennent la richesse et les tensions de la vie urbaine¹³.

Et celle d'Yves GRAFFEMEYER, qui met en relief les interactions entre la société et l'espace, qui revient à dire que la réalité territoriale du fait urbain se brouille, et en tant que processus, l'urbanisation tend à affecter, de façon beaucoup plus large, l'ensemble des activités sociales, de la population et des espaces¹⁴.

Et aussi selon Eric LE BRETON, cette poussée urbaine considérable modifie profondément le passage de la ville et l'organisation des territoires¹⁵.

2.2. Matériels et méthodes

Pour la réalisation de ce mémoire, nous avons eu recours à l'utilisation des matériels ainsi que des méthodes jugées éprouvés et incontournables pour collecter le maximum d'informations et données d'ordre quantitatif et qualitatif sur le thème de notre choix.

Ainsi, dans cette quatrième section, nous allons aborder l'exposé successif des différentes manières utilisées pour mener à bien ces activités de collecte de données et informations.

2.2.1. Les matériels

Les matériels, dont il s'agit ici, sont des outils jugés opportuns et efficaces permettant de récolter le plus possible de données quantitatives et des informations à caractère qualitatif nécessaires à l'étude. Pour notre cas, nous avons eu recours à l'utilisation de plusieurs matériels afin de pouvoir aboutir à des résultats bien déterminés répondant aux besoins spécifiques de notre protocole de recherche et qui sont les suivants :

2.2.1.1. La documentation :

L'utilisation de la documentation s'avérait capitale pour nous, en vue de l'obtention des informations sur les plans tant théorique que pratique. Elle nous a surtout permis de rechercher les documents et ouvrage de référence qui, d'ailleurs, ne sont pas à la portée du grand public. Cette méthode nous a fortement aidés à compléter les données qui sont déjà à

¹³RAULIN (A), (2002) Anthropologie urbaine, Paris A.colin, p.85-109

¹⁴GRAFFEMEYER (Y), (1994), sociologie urbaine, Paris, Nathan Université, p.32-49

¹⁵BRETON (E), (1980) Sociologie Urbaine, presses universitaires, p.298

notre disposition. Pour notre cas, les tactiques utilisées et astuces dans le cadre de notre recherche documentaire ont été mises en œuvre respectivement:

a) Auprès du BMH :

Nous avons pu collecter des données considérées comme de base au sein du Bureau Municipal d'Hygiène, relatives au rôle qu'il est appelé à jouer, face aux cas de peste rentrant dans le cadre de l'objet de notre thème qui est de prospecter, de découvrir, de répertorier et de connaître les entités pouvant être responsables en cas de prévalence de cette épidémie.

b) Auprès du SSD :

Le Service de la Santé publique de District est une branche de la Commune chargée également de la prise en main et de la lutte contre la peste. Il nous a aidés à nous informer sur les différentes maladies que pourraient engendrer l'éparpillement autant que le pourrissement des déchets dans un délai plus ou moins long.

c) Auprès de l'ENDA OI :

Cette entité intervient en tant qu'organisme non gouvernemental ou ONG ayant pour activité la pré-collecte des ordures se rapportant évidemment à l'objet central de notre thème d'étude.

d) Auprès de la CUA :

La Commune Urbaine d'Antananarivo est l'entité qui nous a permis de découvrir et de délimiter le taux de concentration de la population au niveau de chaque Arrondissement afin de cibler et arrêter la liste des personnes à enquêter.

e) Auprès de l'INSTAT :

A l'Institut National de la Statistique, nous avons eu accès aux informations statistiques concernant le dénombrement de la population d'Antananarivo en général.

f) Auprès de l'Internet :

Lors de notre recherche, le recours à l'internet nous était indispensable dans l'exécution de notre analyse pour la réalisation de ce mémoire.

Grâce à cet outil de renommée mondiale, nous avons pu recueillir des extraits d'ouvrages traitant de l'historique évolutive des déchets et de sa gestion ainsi que des expériences des pays ayant les mêmes difficultés d'insalubrité ambiante ou permanente.

g) La prise de note :

La prise de note est un moyen qui nous a permis de noter par écrit l'essentiel des informations recueillies. C'est une méthode indispensable à notre sens, pour bien mémoriser des renseignements ou informations que nous avons lues et entendues.

L'utilisation des abréviations nous a d'ailleurs beaucoup aidés dans cette prise de note. Les données ainsi constituées sont très facilement retrouvables en vue de la rédaction du contenu du mémoire.

2.2.2. Méthodologie de recherche

La méthodologie est l'ensemble des procédés et méthodes utilisés pour réaliser une recherche dans un domaine particulier.

Ainsi, pour espérer pouvoir mener à bien la rédaction et ainsi réaliser notre document de mémoire, nous nous devons de suivre une méthodologie adéquate.

Dans ce passage nous allons parler des méthodes que nous avons adoptées en vue de la mise en œuvre des activités de recherche. Nous avons alors eu recours à des techniques vivantes et d'échantillonnage, de détermination de types de recherche pour l'étude ainsi que de démarche d'analyse. Celles citées ci-après ont été utilisées :

2.2.2.1. Techniques vivantes

Cette méthode a pour ambition et finalité, de réaliser des enquêtes. Une telle modalité de recueil de données consiste à faire des entretiens semi-directifs ou directifs auprès des responsables ou personnes ressources concernés.

Ne sont pas en reste, les descentes sur terrain, afin de vérifier les hypothèses, lesquelles ont été jugées indispensables pour recueillir le plus possible des opinions et idées émanant de la population cible.

Les enquêtes effectuées se sont alors passées comme suit :

- Des entretiens ont été accomplis auprès des responsables de différentes institutions ou services concernés par notre recherche, qui sont au nombre de quatre (04). Et auprès de la population cible au nombre de vingt (20) répartie dans quatre quartiers (04). Nous leur avons avancé une large panoplie de questions qui peuvent être des questions fermées, ouvertes et de vérification comme tout protocole d'enquête qui se respecte.
- L'échantillonnage adopté durant l'enquête est la technique d'échantillonnage par grappes qui entraîne la division de la population en groupes ou en grappes. Il s'agit ici, de

sélectionner au hasard un certain nombre de grappes pour représenter la population totale, puis d'englober dans l'échantillon, toutes les unités incluses à l'intérieur des grappes sélectionnées.

2.2.2.2. Élaboration des questionnaires :

Avant de nous fixer définitivement et directement à la détermination des différentes techniques, il nous a paru essentiel de concevoir et de mettre en place les questionnaires qui nous mèneront vers la vérification des hypothèses. Des questions ayant pour finalité de connaître et de soutirer les idées de chaque individu sur le sujet en question, ont donc été préparées et agencées selon nos besoins spécifiques de recueil d'information.

2.2.2.3. Type d'analyse

Comme pour toute recherche en sciences sociales, nous avons procédé à l'analyse quantitative consistant au dénombrement, laquelle se concentre davantage sur les comptes ainsi que sur la classification des caractéristiques sans oublier la construction des modèles statistiques et des figures pour expliquer ce qui est observé.

Ensuite, il y eut l'analyse qualitative qui intéresse au fait que des thèmes, des mots ou des concepts soient ou non présents dans un contenu. Elle se rapproche beaucoup plus sur l'opinion des individus. Les informations recueillies sont ensuite analysées de manière interprétative, subjective, impressionnante ou même diagnostique.

Ainsi, en vue de confirmer ou infirmer les hypothèses, la démarche adoptée au niveau de cette recherche se résume par une démarche hypothético-déductive.

2.2.2.4. Observation directe

C'est une méthode d'enquête par laquelle on observe directement, par la présence sur le « terrain », les phénomènes sociaux qu'on cherche à étudier. Dans une enquête par observation, on alterne des « séances d'observation » un moment où on est effectivement sur le terrain, des moments de réflexion et d'écriture sur ce qu'on a observé.

Tableau n°03 : Les enquêtés

	Sexe	Age	Niveau d'instruction	Catégorie socioprofessionnelle
EM1	M	30 ans	CM2	Gardien
EF2	F	40 ans	2 ^{nde}	Vendeuse
EF3	F	16ans	2 ^{nde}	Ecolière
EF4	F	20 ans	Second cycle	Etudiante
EM5	M	45 ans	terminale	Chauffeur de taxi
EF6	F	36 ans	7 ^{ème}	Femme au foyer
EM7	M	27 ans	5 ^{ème}	Marchande
EF8	F	20 ans	Terminale	Sans emploi
EF9	F	43 ans	Second cycle	Bureaucrate
EF10	F	27 ans	3 ^{ème}	Femme au foyer
EF11	F	45 ans	CM2	Femme au foyer
EM12	M	30 ans	–	Sans emploi
EF13	F	20 ans	–	Marchande
EF14	F	25 ans	3 ^{ème}	–
EM15	M	36 ans	Terminale	Chauffeur de taxi
EM16	M	30ans	première	–
EF17	F	23 ans	–	Femme au foyer
EF18	F	28 ans	seconde	Ecolière
EF19	F	40 ans	Second cycle	Etudiante
EM20	M	21 ans	–	Vendeuse

Sources : Investigation personnelle, 2015

D'après ce tableau, le nombre d'individus que nous avons enquêtés sont au nombre de 20 au total, ces individus étant âgé entre 16 à 45 ans dont la majorité sont des ménagères et vendeuses vu que ces personnes sont classées parmi nos principales populations cibles pour notre étude.

Conclusion partielle :

Pour conclure, la présentation du cadre d'étude dans cette première partie de notre ouvrage nous a permis de connaître et de mieux maîtriser différentes définitions des auteurs par rapport au concept de déchets. Par la suite, le cadre de l'étude nous a aidés à exposer les éléments caractéristiques de notre entité d'accueil de stage à savoir la DEPU de la CUA.

Puis nous avons enchaîné avec l'énumération explicative des différentes méthodes scientifiques utilisées, ayant contribué de manière effective et efficace à la bonne réalisation, des recherches ainsi que des investigations incontournables dans l'atteinte de notre objectif dans le cadre de notre présente étude.

PARTIE II : RESULTATS DES ENQUETES

Rapport-Gratuit.com

Dans cette seconde partie, nous présenterons dans son contexte historique, le sens du concept de déchet et tout ce qui peut y être concerné. Ci-après, sont énoncés et explicités, les résultats des enquêtes effectuées auprès de la population cible ainsi que des institutions et entités concernées par l'objet de notre thème d'étude.

CHAPITRE III : SITUATION ACTUELLE DE LA GESTION DES DECHETS DANS LA VILLE D'ANTANANARIVO

Avant d'entamer le vif du sujet il est loisible de prime abord de connaître la saison de production des déchets de la ville et donc dans ce chapitre nous passerons brièvement en revue la saison de production et sa composition. Puis nous exposerons les réalités existantes sur la gestion des déchets dans la grande ville d'Antananarivo en général tout en prenant référence en même temps de la même gérance aux niveaux successivement international puis national et enfin local.

3.1. Les réalités sur la gérance des déchets

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il nous a paru essentiel de brosser un aperçu la saison et la composition des déchets dans la capitale.

3.1.1. Saison de production de masses de déchet

Les déchets se forment et envahissent les lieux privés et publics non seulement pendant la saison des pluies mais surtout durant les événements des fêtes de fin d'année et de nouvel an qui accumulent une quantité incroyable et inévitable d'ordures. De surcroît, de telles occasions festives (non seulement les fêtes) mais pire encore, la saison des pluies, ne rendent guère facile la collecte de ces ordures, précisément pour le cas de la Commune Urbaine d'Antananarivo.

❖ La composition :

La décomposition des déchets putrescibles mis à la décharge finale entraîne inmanquablement des émissions de méthane et celle des déchets combustibles, l'émission de dioxyde de carbone (CO₂) lorsqu'ils sont brûlés, ce qui contribue d'une part, à la destruction de la couche d'ozone mais d'autre part, n'émet que 3% des gaz à effet de serre.

3.1.2. Sur le plan international

La plupart des pays du monde instituent et suivent des règles de base bien établies en matière de gestion des déchets surtout du côté des pays développés. En effet, la gestion des déchets s'établit d'étape à étape puisque chaque chose se doit d'être faite avec organisation. Mais au final, elle finit par aboutir à une transformation. Les étapes séquentielles y afférentes se présentent comme suit :

Figure 02 : Etapes de gestion de déchet universelle

Source : Investigation personnelle, 2015

La figure esquissée ci-dessus nous montre que pour arriver à une gestion judicieuse des déchets, il faut à notre avis, passer d'une étape à l'autre pour aboutir à la phase finale de leur transformation soit manuelle soit industrielle.

3.1.3. Sur le plan national

Depuis des années, la question de déchets est devenue de plus en plus un problème social d'actualité pour la population Malgache, Madagascar étant classé parmi les pays les plus insalubres dans le monde, ce qui lui a valu parfois le surnom de « montagnes d'ordures », si bien que même sa capitale « **Antananarivo** » en est à la troisième place des villes les plus polluées¹⁶ précisément du fait de la non maîtrise de la gestion de tels déchets.

A noter que jusqu'au jour d'aujourd'hui, le pays, encore moins la capitale ne possède encore d'usine publique opérationnelle et fonctionnelle pour la transformation des déchets. Un projet dans ce domaine a fait l'objet d'un essai mais a été fermé depuis 1993 à **Andralanitra**¹⁷, faute de mise en place d'une organisation appropriée et surtout faute de budget d'opérationnalisation suffisante et encore moins durable.

3.1.4. Sur le plan local

Il a été observé que les autorités locales notamment municipales ont toujours ressenti et vécu à longueur d'année des difficultés à multiples volets sur la gestion des déchets. C'est ainsi que dans le cadre de nos investigations, nous estimons que, les étapes ci-dessous sont comparables à la gestion des déchets de la région mais en ce qui concerne cette dernière, elle reste encore insuffisante pour ne pas dire inexistante. En effet, pour ce qui est des pré-

¹⁶Magazine Forbes 2009

¹⁷Rapport de l'Office National de l'Environnement(1997).

collectes, dans certains quartiers, elles s'effectuent de porte à porte par la RF2. Ensuite pour la collecte des déchets solides, elle est effectuée en global, en vrac c'est-à-dire sans triage préalable d'aucune sorte, sans tenir compte ni de leur origine, ni de leur composition physico-chimique. Enfin, les déchets sont déposés à la décharge sans être recyclés. D'où, l'esquisse de la figure suivante :

Figure 03 : Etapes de gestion des déchets Antananarivo



Source : Investigation personnelle, 2015

Il a toujours été noté qu'un des maillons faibles du processus de gestion des déchets à Antananarivo provient du fait de ne disposer ni des moyens ni de la capacité technique technologique suffisants pour accéder à la dernière étape logique qui est le traitement des déchets.

Tel est exposé dans ce premier chapitre de la deuxième partie de notre ouvrage, un condensé du contexte historique du phénomène « déchet » accompagné des définitions des concepts ayant trait à la formation ainsi qu'à la gestion des déchets ou ordures notamment dans le milieu urbain, prenant en exemple le cas de la CUA Antananarivo.

Ceci étant, nous enchaînons avec le second chapitre qui va énumérer les résultats obtenus à partir des enquêtes, entretiens directs et interviews auprès de responsables de certaines entités et institutions de notre thème d'étude.

CHAPITRE IV: RESULTATS DES ENQUETES AUPRES DES DIFFERENTES INSTITUTIONS

Pour ce second chapitre, nous allons exposer successivement dans ses deux sections, les résultats obtenus de nos recherches et investigations personnelles sur les tenants et aboutissants de notre thème ainsi que les données primaires recueillies directement auprès des personnes ressources des entités ciblées comme touchées par notre problématique. Nous y mettrons en exergue les impacts d'ordre quantitatif et qualitatif générés par la mauvaise gestion des ordures ménagère sans oublier les litiges nés de l'augmentation massive de tels déchets ainsi que les désagréments et maladies engendrés par leur processus de putréfaction au fil des jours.

4.1. Résultats des recherches

Dans cette section, nous présenterons les différents aspects pratiques au quotidien, de la gestion des déchets, selon nos investigations auprès de ENDA OI œuvrant dans l'assainissement en collaboration avec la Commune. Et là nous poursuivrons avec l'énumération des diverses difficultés descriptives auxquelles la CUA doit faire face au quotidien, sur le plan de leur gérance.

4.1.1. Aspect humain et moyens matériels et financiers

Une gestion judicieuse et rationnelle des déchets est requise pour espérer disposer de manière durable, d'un environnement sain. En ce qui concerne le premier arrondissement de la CUA, cible de notre étude, nous pouvons dire qu'on est encore loin de cet objectif. En effet, cela représente un défi à moyen terme, pour les autorités municipales, même si elles disposent des ressources humaines pour mettre en œuvre les activités de la première étape de gestion ainsi que des infrastructures destinées à la collecte permanente journalière des ordures au sein des bacs fixes.

4.1.1.1. Les aspects humains des activités à entreprendre pour la pré-collecte

Afin de minimiser autant que possible, l'amoncellement et la détérioration des rebuts et ordures qui ont tendance à prendre de l'importance presque partout, la Commune s'efforce de concevoir et d'opérationnaliser dans le cadre de Partenaire Public Privé (PPP), une politique socio-environnementale. Cela, pour prioriser et pérenniser la salubrité publique à travers une collaboration étroite avec différentes organisations sociales civil œuvrant dans les

secteurs de l'assainissement et hygiène dont les activités récurrentes portent sur les nettoyages journaliers des ruelles et sur la mise en place de bacs intermédiaires.

A titre d'illustration, nous présentons dans le tableau ci-après, les statistiques de l'année 2015 des effectifs du personnel des employés d'exécution intervenant au sein de la DEPU, réparties selon le sexe (H /F) et le nombre de fokontany en charge d'une part, pour la CUA en général, et d'autre part, pour le premier Arrondissement, en particulier. Sont également éclatés dans ce même tableau, les secteurs d'intervention en l'occurrence la quote-part des effectifs assurée par le secteur public (DEPU/CUA) et celle apportée par les partenaires privés de la CUA.

Tableau n°04 : effectif des employés d'exécution

Secteur		Effectif des employés		Nombre de fokontany
		Homme	Femme	CUA
Public	DEPU	190	210	192
Privé RF2	ENDA	77	86	30
	OI			
	AMI	68	44	22
	SAF FJKM	88	59	25

Source: DEPU, ENDA OI, 2015

D'après les données chiffrées fournies dans le tableau ci-dessus, la Commune mobilise des effectifs assez importants au regard des chiffres répertoriés respectivement de 190 hommes et 210 femmes. Leur travail est organisé rationnellement sous forme de rotation de jour comme de nuit c'est-à-dire une intervention ininterrompue d'équipe de jour et équipe de nuit. Mais paradoxalement, il est observé qu'il n'y a pas assez de main d'œuvre pour bien assurer le travail horizontal journalier de nettoyage par surface dans chacun des 44 Fokontany du 1^{er} Arrondissement, et ce, vu l'insalubrité généralisée et grandissante constatée dans les ruelles. C'est pour cette raison que les Organisations des sociétés civiles partenaires ont

décidé de prêter main forte à la Commune afin de combler au mieux ce vide. Toujours est-il que de tels coups de pouce restent encore insuffisants.

4.1.1.2. Insuffisance accentuées des équipements matériels

Pour la réalisation des activités récurrentes de la pré-collecte des ordures éparpillées presque partout, lesquelles sont composées surtout de sacs plastiques, des matériels sont nécessaires auprès des personnels afin de mener en bonne et due forme, le travail requis à l'atteinte de l'objectif de la propreté urbaine. A ce titre, le tableau établi ci-dessous fournit la liste des matériels habituellement mis à disposition du personnel d'exécution de la DEPU ainsi que leur durée logique d'utilisation.

Tableau n°05: les matériels de nettoyage

N°	INTITULE	DUREE D'UTILISATION	QUANTITE REQUISE MENSUELLE PAR PERSONNE	QUANTITE REQUISE ANNUELLE PAR PERSONNE	TOTAL D'UNITE FOURNIES PAR LA DEPU
1	Balai	15 jours	2 unités par mois et 4 à 5 balais/mois saison de en pluies	24 balais par an	13.704
2	Soubique HARAVOLA	10 jours	3 soubiques par mois	30 soubiques par an	17.130
3	Brouette locale	1 mois	1 brouette pour 5 personnes par mois	12 brouettes par an pour 5 personnes	1.371
4	Pelle métallique	15 jours	2 pelles pour 05 personnes par mois	30 pelles/an	3.426

Source : Gestionnaire Comptable DEPU, 2015

Pendant la saison de pluies, l'utilisation des balais est deux fois plus importante qu'en été. Par rapport à l'effectif des balayeurs composé de 571 hommes et femmes, les quantités totales requises de besoin annuel en matériel (balai) se chiffre à 1.3704 balais par an minimum (24 balais* (fois) 571).

De même pour les autres types de matériel, la DEPU aurait besoin respectivement de :

- soubique **haravola** (571 personnes*30S)= 17.130 soubiques par an Minimum ;
- brouette locale (571 personnes*12/5) = 1.371 brouettes par an Minimum ;
- pelle métallique (571*30) /5 = 3.426 pelles métalliques Minimum.

Il est à noter que cette liste des matériels utilisés par la Commune n'est pas exhaustive dans la mesure où elle a omis de mentionner d'autres types pourtant jugés incontournables, à savoir des cache-bouche, bottes, gants pour la protection de base du personnel d'intervention. De telles dotations contribueraient essentiellement à les motiver et à les dynamiser voire même à leur faire ressentir une certaine fierté vis-à-vis de leurs concitoyens sans oublier une conformité à la norme internationale du métier.

4.1.1.3. Matériels pour la collecte

Pour assurer la convention des activités inhérentes à la collecte des déchets, des matériels de transport ont été mis à la disposition de la Commune. Il s'agit précisément des camions destinés à acheminer les ordures vers la décharge municipale.

Le tableau ci-après résume les chiffres illustrant l'importance d'un tel parc.

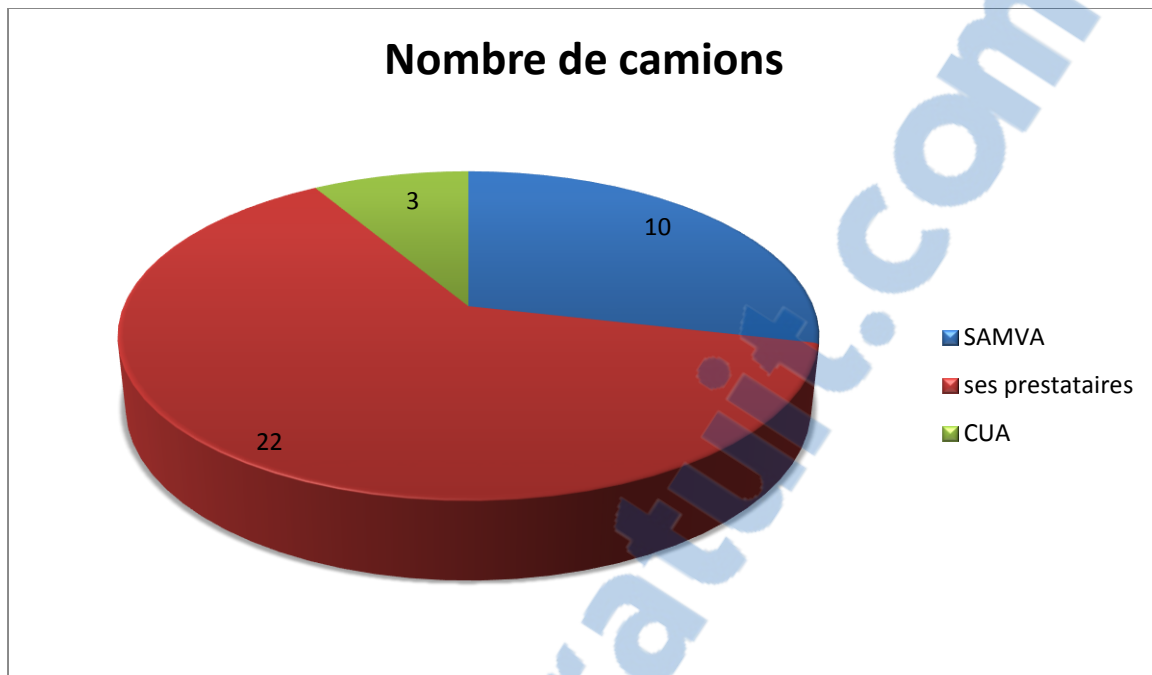
Tableau n°06 : Evolution du Parc camion de la CUA de 2012 à 2015

Variables	Nombre de bac à ordure (en unité)	Nombre de camion benne (en unité)
2012	84	22
2014	84	35
2015	84	40

Source : Service Technique DEPU, 2015

D'après ces statistiques, nous pouvons remarquer que le nombre de bacs à ordures installés n'a, à aucun moment, augmenté ni diminué mais est resté au nombre de 84. Cela dit, d'un côté le nombre de population n'a cessé au cours de la période d'observation, d'enregistrer une hausse tandis que de l'autre, celui des bacs, réservés à la collecte est considéré comme nettement insuffisant. C'est ainsi qu'il a été reflété en 2014 et au début de 2015 un important éparpillement continu des ordures partout dans les rues, débordant même jusqu'au bord des routes réservées aux piétons et aux voitures et ce, suite à la faiblesse flagrante de la capacité de contenance des bacs disponibles. Quant au parc camions, son effectif a connu une tendance à la hausse (+160%) allant de 22 à 35 en l'espace de trois ans c'est-à-dire de 2012 à 2014. Mais comme le cas du parc de bacs opérationnels, le parc camion, même en augmentation de nombre, demeure également insuffisant par rapport au tonnage croissant de déchets produits restant à acheminer.

Pour une meilleure illustration des contributions respectives de la CUA et de ses prestataires privés (SAMVA et sous-traitants) en matière de parcs camion mobilisé dans l'activité d'enlèvement des ordures, la figure ci-après, sous forme de cylindre, met en exergue les quote-part, allouées par SAMVA et par la CUA.

Graphe n°04 : Nombre de camions

Source : CUA, 2015

D'après cette figure, 22 sur 35 des camions mobilisés sont alloués par le SAMVA tandis que 3 seulement le sont par la CUA. La dotation complémentaire durant les 3 ans de 2012 à 2014, de 10 camions, a été assurée par SAMVA. La contribution de l'Etat laisse encore à désirer étant donné que notre pays est encore loin des pratiques similaires d'intervention des pays industrialisés. Les capacités autant de maintenance du parc existant que de nouveaux investissements de la CUA sont très faibles alors que les camions alloués par les prestataires partenaires n'interviennent pas la nuit.

4.1.1.4. Aspect financier

Pour la gestion de ces déchets, les deux branches puisent ses ressources au niveau du compte de la CUA. Pour la collecte, le SAMVA ne puise pas seulement au niveau de la Commune mais aussi au niveau du Jiro sy Rano Malagasy (JIRAMA), tel que représenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°07 : Ressources financières

Redevances des ordures ménagères (ROM)	CUA
Redevances des eaux usées (REAU)	JIRAMA

Source : investigation personnelle, 2015

4.1.2. Type de collecte effectué

Les déchets jetés dans les bacs fixes sont des ordures n'ayant reçu aucun recyclage, ce qui suppose qu'elles vont être collectées en vrac. Le mode de collecte effectué est celui de déchets non triés (sans tri préalable), lesquels seront de suite déposés à la décharge.

4.1.3. Type de bac à ordure

La Commune possède à sa disposition des bacs à ordures qui sont placés dans chaque quartier. Le tableau présenté ci-après fournit les informations détaillées d'une part, sur le type de bac à ordure, plus précisément la matière de fabrication des bacs ainsi que d'autre part, sur le nombre d'unités allouées au 1^{er} Arrondissement respectivement par les partenaires de la CUA et par le SAMVA lui-même.

Tableau n°08 : nombre de bacs à ordure alloués au 1^{er} Arrondissement de la CUA

Secteur	Type de bac	Nombre de bac 1^{er} Arrd
RF2	Bac intermédiaire en plastique	400
SAMVA	Bac métallique avec une capacité de 3 à 5m ³	84

Source : Service Technique et Investigation personnelle, 2015

4.1.4. Facteurs économique, politique et social

Compte tenu de leur pouvoir d'achat généralement faible, la majorité de la population de la société malagasy n'arrive pas à produire une quantité importante de déchet par ménage. Quoiqu'il en soit, une mauvaise gestion de tels déchets ne manquera pas d'engendrer des

difficultés et des conséquences néfastes sur la santé publique en général, ce qui ne pourra générer pour l'instant aucun bien-être pour certains.

En ce qui concerne les budgets alloués et générés par notre arrondissement cible, l'on peut affirmer que leur faiblesse s'avère être une contrainte majeure, étant donné que le faible taux d'assiettes de recouvrement fiscal assurant la couverture du financement de ses activités récurrentes dont il peut disposer face à l'importance des besoins croissants en matière de collecte et d'acheminement des ordures. C'est ainsi que nous avons regroupé au sein du tableau ci-après, les facteurs considérés comme vecteur de fonctionnement dans l'organisation globale de la CUA et qui restent nettement réduits. Cela explique l'insuffisance flagrante des matériels.

Ci-après dans le tableau synoptique ci-dessous, nous exposons une synthèse analytique faisant ressortir les points cruciaux de dysfonctionnement dans l'organisation mise en place au sein de la CUA par rapport à la capacité de réalisation de ses objectifs dont ceux dévolus à la DEPU, objet de notre thème d'étude.

Tableau n°09 : Facteurs de dysfonctionnement de la Commune

Les facteurs	Dysfonctionnement identifié au sein de la Commune
ECONOMIQUE	<p style="text-align: center;">Pré-collecte</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La Commune fait face à un obstacle majeur de faiblesse notoire des budgets alloués à l'achat des matériels, à un niveau nettement insuffisant pour la réalisation correcte et dans les normes, du travail. ✓ Cette insuffisance de matériels n'arrive pas à assurer la sécurisation des employés sur le plan du travail de nettoyage, ce qui produit inmanquablement un effet néfaste sur la santé de ces derniers ; ✓ Les activités de sensibilisation ne sont pas prévues ni intégrées dans les moyens financiers périodiques alloués, ce qui a acculé la CUA à se tourner vers la collaboration avec les organisations sociales.



	<p style="text-align: center;">Collecte</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les rentrées fiscales et/ou ristournes alimentant la caisse du SAMVA demeurent insuffisantes et instables c'est-à-dire que l'entité n'arrive pas à percevoir la totalité des ROM pour la gérance de ces ordures par la municipalité; ✓ L'ensemble du parc camions a un besoin de consommation estimatif de 2000 litres de gasoil par jour; ✓ Non seulement le coût d'achat des carburants (gasoils) va être prélevé des recettes municipales mais il y a aussi, en sus à prévoir et couvrir, les paiements des locations des camions affrétés par le SAMVA ✓ Le nombre de camions de propriété exclusive reste nettement insuffisant, ce qui a déclenché des problèmes au tout début et à la fin de l'année 2015 ; du fait de leur faible capacité d'enlèvement et d'acheminement d'ordures ; ✓ Forte dépendance vis-à-vis des prestataires partenaires; ✓ Perturbation et instabilité des activités en cas de rupture de collaboration avec les partenaires à l'exemple du cas vécu au tout début et puis à la fin de l'année 2015.
<p>POLITIQUE</p>	<p style="text-align: center;">la pré-collecte</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ la Commune ne possède pas de bac intermédiaire qui soit sa propriété, à mettre en place provisoirement dans les recoins des ruelles ; <p style="text-align: center;">la collecte</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ les bacs sont de manière générale, en nombre insuffisant et il n'en existe même pas dans certains quartiers difficiles d'accès. Leur capacité d'accueil est également minime si bien que les ordures débordent allant même jusqu'à s'éparpiller à l'extérieur du bac ; ✓ Système d'action communale, moins maîtrisé ; ✓ Manque de synergie d'action des acteurs ; ✓ Absence de bac faute de l'accroissement démographique engendré par l'urbanisation et la construction illicite de

	nombreuses maisons.
PSYCHO-SOCIAL	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible motivation et faible dynamisme de la population à adhérer aux actions publiques planifiées par la CUA dans la mesure où la plupart des communautés ne sont pas suffisamment sensibilisées ni éduquées sur le plan de définition et de respect d'un environnement sain et propice au développement communautaire alors que l'intervention sur un groupe bien ciblé vise le changement personnel (façon de penser plus civisme) vers l'atteinte d'un développement social partagé. ✓ La plupart de la communauté est considérée comme bloquée c'est-à-dire une société figée du fait qu'elle incapable de s'adapter et de changer.

Source : Investigation personnelle, 2015

Si telles sont les diverses problématiques de base auxquelles fait face la CUA à travers la DEPU, en matière de gestion amont et aval (pré collecte-collecte-enlèvement/traitement) des déchets et ordures, problèmes considérés comme de fond mais qui rencontrent des obstacles de couverture de financement des dépenses récurrentes, d'insuffisance de rentrées fiscales et parafiscales de la CUA, lesquels empêchent des actions d'investissement en matériels prioritaires (nouveaux achats ou frais de maintenance du parc existant), la CUA n'a d'autres alternatives viables et faisables dans l'immédiat que de se tourner vers la négociation intensive d'appuis en PPP de la part de partenaires émanant d'ONG en charge des activités d'hygiène et d'assainissement public.

Sur ce, nous enchaînons avec l'énumération diagnostique des impacts de l'augmentation quantitative de ces déchets autant sur la santé publique de la population que sur d'autres domaines sensibles.

4.2. Impacts négatifs du défaut de bonne gestion des déchets sur la santé publique et dans d'autres domaines sensibles connexes

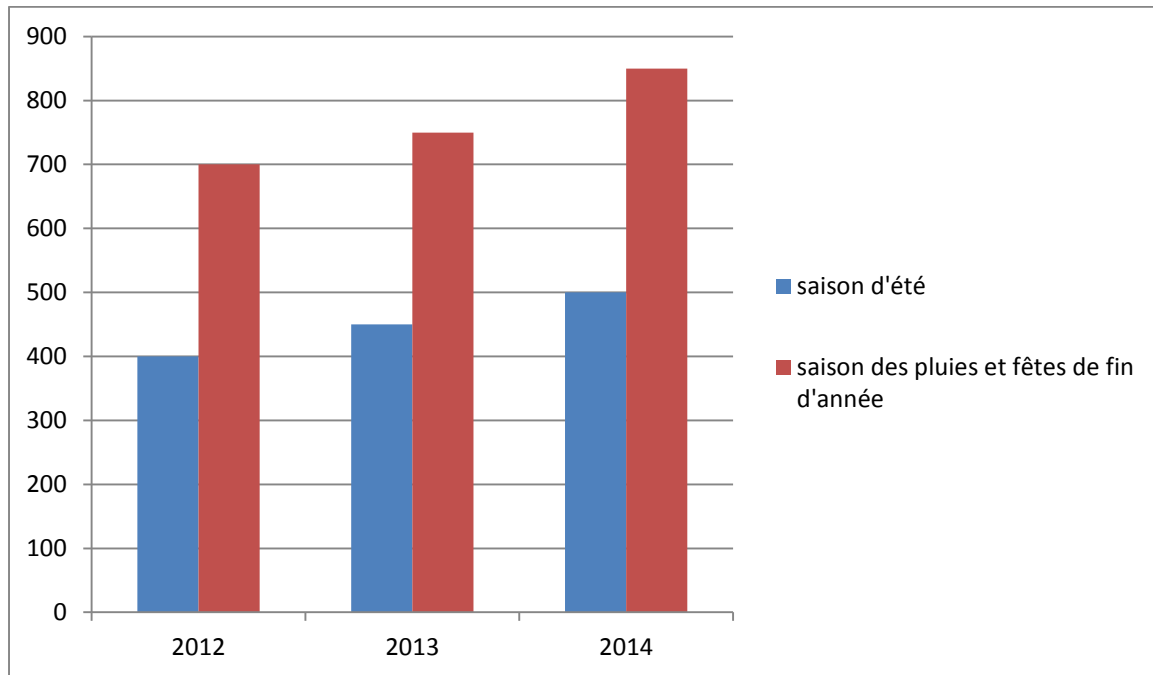
Dans cette section, nous allons nous consacrer sur la définition et l'évaluation diagnostique des impacts négatifs que produit l'accumulation des immondices sur la santé publique (immondices issus de la putréfaction avancée des déchets et ordures à l'état sec ou humidifiés).

4.2.1. La production de déchet

La Commune urbaine d'Antananarivo (CUA) regroupant les arrondissements composant la capitale considérée comme la plus peuplée parmi les grandes villes malgaches, produit inévitablement la quantité maximale de déchets par rapport aux autres communes l'entourant. Depuis des années voire des décennies, la Commune a de plus en plus ressenti des difficultés à gérer les masses d'ordures à un moment ou à tout moment où elle subit ou vit un manque de budget de couverture financière de ses activités y afférentes. Mais la situation se rétablit ou se décante quand les moyens financiers se stabilisent et se débloquent.

Il faut noter que les tonnages de déchet produit varient à chaque saison de l'année et selon les évolutions à la hausse des consommations pendant les jours de fête (Nouvel An-Pâques-fête de l'indépendance Nationale-Noël-Fin d'année).

Une esquisse de leur évolution est donnée sur 3 ans dans la figure ci-après :

Graphe n°02 : Masse de déchet en général, de la commune d'Antananarivo

Source : Investigation personnelle, 2015

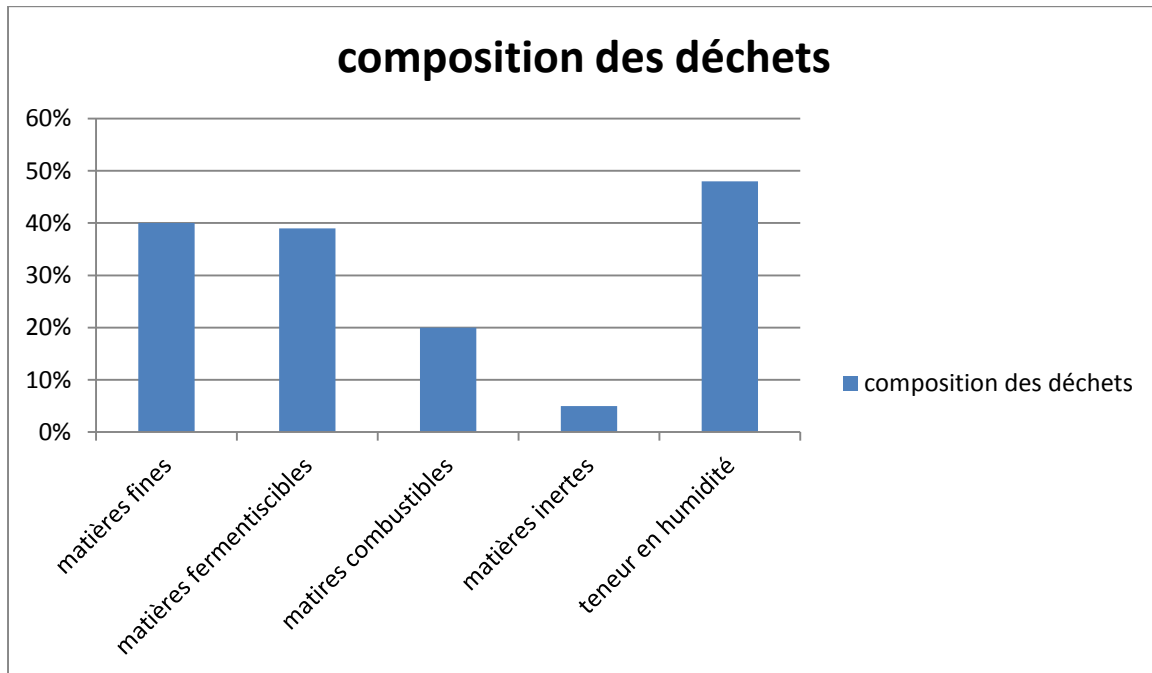
D'après les observations transcrites dans la figure ci-dessus, durant ces trois dernières années, les tonnages de déchets produits par la population de la CUA n'ont cessé d'augmenter de 400 à 500 tonnes lors de la saison estivale entre l'année 2012 et 2014. Tandis que cette hausse passait de 700 à 850 tonnes pour la saison de pluies qui s'accompagne des fêtes de fin d'année. Cette hausse peut être due à l'accroissement démographique galopant constaté chaque année dont les chiffres ont été évoqués dans la première partie. Ce phénomène engendre de fait, une augmentation de la consommation qui se révèle par une quantité imposante de déchets produits quotidiennement. Faute de gestion judicieuse et à jour amont comme aval, la CUA se trouve confrontée au résultat de l'amoncellement inévitable des rebuts produits quotidiennement.

Le blocage dont la Commune est victime du fait de son système de gouvernement ou plus largement de son système d'Organisation et de décision comme d'investissement dans le secteur de la gestion amont des déchets, est justifié par le manque de bac de collecte dans certains quartiers. Une telle omission engendre la multiplicité des déchetteries dites « sauvage », faisant place à la prévalence d'une insécurité sanitaire envers les habitants de la société environnante.

4.2.1.1. Déchets au niveau local

Les déchets aperçus généralement dans les fokontany sont souvent classés comme des déchets non dangereux c'est-à-dire des déchets ménagers qui sont composés de matières organiques, de papier, de carton parfois des feuilles et des sables. La figure représentée ci-dessous, définit et montre cette composition :

Graphe n°03 : composition des déchets (au niveau des fokontany)



Source : Investigation personnelle, 2015

D'après cette figure, les matières fines et celles fermentescibles représentent près de 40% des déchets.

La représentation photographique ci-après, montre les matières de provenance des déchets « villageois » (Fokontany) :

Photo n°01 : Manarintsoa Anatihazo



4.2.2. Défaillances des masses de déchets par rapport au nombre de bac par fokontany

Afin d'accomplir au mieux les activités de ramassages périodiques d'ordures, des bacs de collecte ont été instaurés dans presque tous les quartiers du premier arrondissement. Mais malgré l'existence de ce principe de base, certains ne comportent en aucun cas de bacs fixes et ce, malgré le nombre important d'habitants qui y vivent. En effet, il arrive que quelques quartiers sont quasiment considérés comme des voies inaccessibles pour les camions. Ce qui empêche ces derniers d'effectuer comme il se doit, les ramassages d'ordures. Le tableau présenté ci-dessous illustre les cas d'inexistence de bac fixe de collecte :

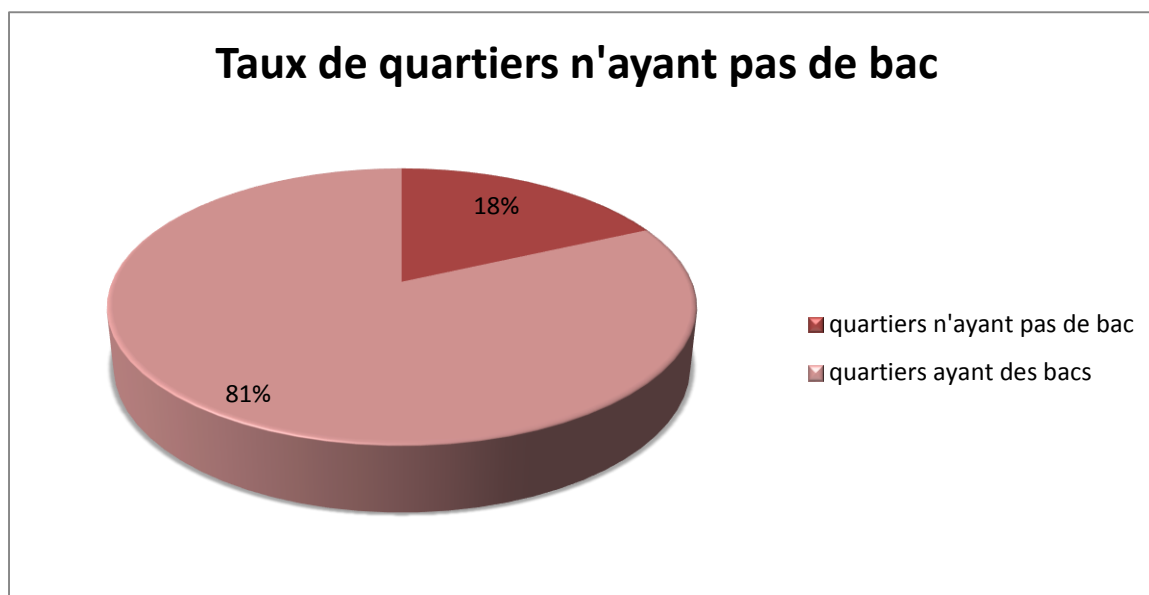
Tableau n°10 : incohérence de localisation géographique d'implantation des bacs (au sein des quartiers/Fokontany du 1^{er} Arrondissement

Fokontany	Population Nombre d'habitants	Nombre de ménage	Densité au km²	Nombre de bac à ordure implanté
Ambalavao Isotry	10.916	2.009	0,07	1
Anatihazo Isotry	5.333	1.501	0,02	0
Andavamamba Anatihazo II	12.900	1.895	0,28	0
Andavamamaba- Anjezika I	10.187	2.435	0,24	0
Andohatapenaka I	16.696	4.174	0,45	2
Andohatapenaka II	28.345	3.237	0,95	1
Andohatapenaka III	10.378	4.560	0,05	2
Andaranomanalina Afoavoany	7.003	1.300	0,05	0
Andranomanalina I	4.426	921	0,03	0
Ankasina	15.384	4.500	0,94	1
Antetezana fovoany I	10.817	2.438	0,28	2
Antohomadinika- FAAMI	16.576	4.070	0,23	1
Antohomadinika III G Hangar	12.000	3.950	0,14	2
Cité Ambodin'Isotry	10.901	1.800	0,11	2

Fokontany	Population Nombre d'habitants	Nombre de ménage	Densité au km ²	Nombre de bac à ordure implanté
Cité 67 ha Atsimo	9 .852	2 .526	0,14	2
67 ha Afovoany- Andrefana	4 .687	772	0,08	0
Cité 67 ha Avaratra- Andrefana	9 .376	1 .477	0,16	3
Cité 67 ha Avaratra- Atsinanana	11 .186	2 .414	0,19	3
Manarintsoa Anatihazo	3 .450	345	0,08	0
Manarintsoa atsinanana	7 .691	2 .149	0,23	0

Sources : CUA, 2015

D'après les statistiques fournies dans le tableau ci-dessus, il apparaît nettement l'existence d'une incohérence flagrante dans la répartition de localisation géographique des bacs fixes actuellement implantés. Certains quartiers enregistrant un effectif d'habitants élevé ne comportent pas de bac fixe dont à titre d'exemple notoires ceux d'Andavamamba Anatihazo et Andavamamba Anjezika avec respectivement 12900 et 10187. Puis ceux de Anatihazo Isotry, Andanomanalina Afovoany, Andranomanalina I, Manarintsoa Anatihazo, Manarintsoa Atsinanana et 67 ha Afovoany Andrefana à effectifs plus faible s'élevant respectivement à 4 687, 4 426, 7 003, 3450 et 7691. Il s'agit là de quartiers qui sont géographiquement situés côte à côte ou limitrophes pour les 04 quartiers et dont les populations se plaignent de l'étendue extrêmement éparpillée des ordures qui s'y amoncellent et se détériorent faute d'enlèvement approprié et à temps, source d'odeur nauséabonde et pestilentielle, vecteur de prévalence d'épidémies de maladies.

Graphe n°04 : Taux de quartiers n'ayant pas de bac

Source : Service Technique CUA, 2015

Ces quartiers font tous partie du 1^{er} Arrondissement mais 18% d'entre eux sont encore dépourvus de bac à ordures d'où ils sont considérés comme des voies inaccessibles au camion benne et des dispositions n'ont pas encore été prises à ce jour. Du à l'urbanisation et au développement illicite des constructions de maisons, cela a pour conséquence l'inaccessibilité des différents fourgons et pour cela la collecte des déchets. C'est la raison pour laquelle presque tous les canaux d'évacuation émanant de ces quartiers sont remplis de déchets solides.

Puisque les individus n'ayant pas de bac le transforment en un lieu de dépôt d'ordure, cet état de fait devient ainsi la cause des inondations en période de pluies et ceci dit ne respecte pas les normes établies par l'Etat qui stipule que «Il est également interdit de jeter sur les voies et leurs dépendances tels que trottoirs, canaux et égouts d'évacuation d'eaux usées, des eaux insalubres, des immondices, boues, ordures ménagères, matières fécales, déchets de cuisine ou tout autre objet, susceptibles de causer des dégradations, d'entraver l'écoulement des eaux de pluie, de gêner la circulation ou de nuire l'hygiène ou la sécurité publique» **article 16 du code Municipale de l'hygiène**¹⁸.

¹⁸ARRETE MUNICIPAL N°CUA/DS/CAB.13 Portant sur le Code municipal d'hygiène de la Commune Urbaine d'Antananarivo

4.2.3. Les lieux de décharge

La Capitale s'est dotée de la déchetterie officielle dans le site d'Andralanitra. Néanmoins, l'on constate le développement et le foisonnement de certaines décharges sauvages éparpillées géographiquement dans la Capitale, au gré des initiatives populaires d'auto organisation sociale au niveau des fokontany.

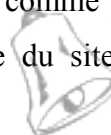
Ci-après, dans le tableau esquissé, sont données quelques caractéristiques de base du site de décharge communale sis à Andralanitra.

Tableau n°11 : Quelques caractéristiques essentielles du site d'Andralanitra

Variables	Caractéristiques de définition
Mise en service	1966
Localisation géographique	Situé au Sud-est de l'agglomération à environ 9km du centre ville Placé à proximité de zones urbanisées
Superficie initiale	13 ha Dépasse 5 ha en 2007
Hauteur du dépôt	10m et 15m
Type de décharge	Décharge brute sans système de confinement et traitement des eaux ruisselées et des déchets ayant été déposés
Variables	Caractéristiques de définition
Tonnages de déchets entreposés	600 à 800t / jour de déchets selon les saisons
Impact sanitaire	Etant un lieu marécageux imprégné d'une quantité incessante de déchets, en état de putréfaction plus ou moins avancé, ce site provoque un impact négatif et un risque de détérioration grave et permanente de l'état de santé de la population habitant aux alentours directs du site.

Source : Investigation personnelle, 2015

La décharge d'Andralanitra dont il s'agit ici, est considérée comme presque saturée surchargée au niveau de sa capacité de contenance et l'ensemble du site d'accueil doit



désormais faire l'objet de réaménagement. C'est ainsi que la Commune envisage un projet d'instauration d'un nouveau site en dehors de la ville pour remplacer le site actuel. Mais pour le moment, elle a instauré à titre transitoire, des décharges provisoires à l'instar de celles sises respectivement à Anosipatrana, Faralaza Ambohitrimanjaka et Antsahamarofoza.

Si telle est la description de l'état des lieux suivi d'une évaluation diagnostique de l'évolution de la situation d'une part de l'organisation existante, de la dotation déséquilibrée de matériels de gestion amont et aval de la collecte et du transport des déchets urbains et d'autre part, du dépassement en volume de la capacité d'accueil de la décharge principale d'Andralanitra, des mesures transitoires et provisoires ont été prises par les Autorités municipales pour pallier à la dégradation de l'Environnement à un stade avancé nécessitant des solutions drastiques, durables et faisables pour redresser une telle situation devenue nocive pour la majorité de la population de la CUA et de ses environs immédiats.

Ceci étant, nous poursuivons l'énoncé des résultats de nos investigations qui sont contenus dans la sous-section suivante et sous-forme d'un tableau pour une plus grande facilité de lecture et de compréhension. Il s'agit ici, de soulever les divers types d'impacts négatifs générés par l'augmentation en quantité, des déchets urbains mal gérés.

Tableau n°12 : Les litiges nés d'une grande quantification des déchets

Les impacts sur différentes catégories	Caractéristique
Impact environnemental	<ul style="list-style-type: none"> - En premier lieu, l'accentuation de l'urbanisation nécessite la prise de mesure préparatoires à l'évolution à la hausse, du nombre de la population dans un milieu donné et qui en même temps, est devenue non viable suite à l'augmentation des masses de déchets produites par chaque habitant et ménage y résidant ; - Ensuite, le trop plein de déchets fait déborder souvent les bacs fixes installés étant entendu que ces derniers n'arrivent plus à les contenir. - Enfin, la multiplication des décharges sauvages implantées de façon déséquilibrée, est devenue généralisée et mal gérée qui fait rage provoquant ainsi la pollution de

	l'environnement et un dysfonctionnement de l'organisation préétablie au sein de la DEPU.
Impact sanitaire	<p>- La Commune comporte plusieurs décharges sauvages dans certains fokontany vu l'éloignement géographique entre eux, des bacs fixes ;</p> <p>- Cette désorganisation a amené les habitants à commencer à jeter leurs rebuts partout, engendrant ainsi l'amoncellement de tels déchets. Ceci étant, cette accumulation de détritux aux alentours des foyers constitue le facteur dominant de création de nids de production des vecteurs de menace de la santé et d'agents pathogènes comme les mouches, moustiques, cafards, rongeurs et tant d'autres animaux et insectes nuisibles à l'homme.</p>
Impact socioculturel	<p>-L'éparpillement généralisé actuel de déchets représente un héritage honteux et empoisonné pour la génération à venir, ce qui laisse une piètre image de la population contemporaine. Il s'avère urgent de réorienter comme il se doit, le fokontany, la Commune, voire la Région vers une meilleure organisation, gage d'un développement inclusif et durable respectueux des valeurs culturelles ancestrales et du savoir-vivre guidé par le civisme et de la sagesse traditionnelle malagasy (Fihavanana¹⁹) le développement</p> <p>-Quand une grande ville est sale, c'est son honneur et sa renommée qui sont bafoués et celui de sa population avec. C'est le « Hasina » qui fait l'essence-même et redore son image d'humain pourvu d'âme. Une ville sale ou maintenue dans la saleté sous-entend que ses dirigeants et sa population ne méritent guère le respect.</p>

¹⁹OTTINO, P (1998) *Les champs de l'ancestralité à Madagascar*, Paris, Karthala, p.590 : « La notion de fihavanana repose sur cette idée de condition commune qui découlait de l'ancestralité est également étendue aux voisins qui, se nourrissant des produits d'un même terroir, ont le sentiment de partager une même substance ».

Les impacts sur différentes catégories	Caractéristique
Autres impacts sectoriels	-La constatation de l'existence de tels rebus putréfiés à l'odeur nauséabonde produit inévitablement un impact négatif sur le développement harmonieux du secteur du tourisme puisque la capitale est censée représenter la vitrine touristique du pays

Source : Investigation personnelle, 2015

4.2.4. Les types de maladies et épidémies engendrées par une mauvaise gestion des déchets

La production des déchets au niveau des pays en développement reste encore au stade de faible quantité, par rapport à celle des pays développés. Mais faute de budget suffisant et déblocable à temps, les ordures s'accumulent inexorablement jusqu'à devenir pour de bon, un problème majeur à solutionner voire un défi à relever au sein des PED faute de désorganisation d'un côté et d'autre part, de l'irresponsabilité de chaque individu. Ce qui provoque l'existence de différentes maladies endémiques pour le cas de Madagascar, en général, et au niveau de la capitale en particulier, à l'instar de la peste qui a récemment exterminé plusieurs habitants urbains notamment ceux du Premier Arrondissement. L'état avancé de putréfaction des détritiques engendre en effet, différentes maladies respiratoires (asthmes etc.) et autres.

Ces maladies sont énumérées, résumées et représentées dans le tableau indiqué ci-dessous :

Tableau n°13 : les maladies engendrées par les déchets éparpillés et putréfiés

Les types de maladies		Période d'incubation
Epidémiques	Peste, cholera, IRA	Septembre-Octobre
Endémiques	Diarrhée, paludisme	Toute l'année
Respiratoires	Asthme, toux aigue, pleurésie etc.	

Source : SSD, 2015

La peste et le choléra sont des maladies classées parmi les réemergentes. Et en ce qui concerne les maladies endémiques et respiratoires, ce sont essentiellement des maladies qui surviennent habituellement dans une région déterminée.

En 2014, 29 présumés cas de peste ont été repérés et répertoriés dans la Commune Urbaine d'Antananarivo durant la période de foisonnement des déchets presque partout dans les quartiers et dont un cas positif confirmé dans un quartier du 1^{er} Arrondissement est présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°14 : Présentation des cas présumé de peste dans le 1^{er} Arrondissement en 2014

N°d'ordre	Date	Age du malade identifié	Sexe	Domicile	Profession	Existence de rat mort	Résultat SSD /CSB	Résultat définitif d'IPM
05	01-02-14	31ans	F	Andavamamba Anatihazo	Ménagère	-	-	-
10	28-11-14	30 ans	M	Andavamamba	Ecolier	-	-	-
13	18-11-14	39 ans	F	Namontana	Marchand	-	-	-
14	08-08-14	30 ans	M	Madera Namontana	-	-	-	-
20	26-10-14	27 ans	F	Ankasina	Ecoliere	-	-	+
23	10-12-14	17 ans	M	Anosibe	-	-	-	-

N°d'ordre	Date	Age du malade identifié	Sexe	Domicile	Profession	Existence de rat mort	Résultat SSD /CSB	Résultat définitif d'IPM
28	15-10-14	3 ans	M	Andavamamba	–	-	-	-
29	13-12-14	17 ans	F	Madera Namontana	Etudiant	-	-	-

Source : SSD ,2014

D'après ce tableau, 29 cas présumés de peste ont été observés dans le 1^{er} Arrondissement, mais seul un d'entre eux a été confirmé positif. Mais d'après un responsable, le cas de peste après analyse, est déclarée « peste pulmonaire » qui a été importée c'est-à-dire que cet individu atteint revient de la participation à un évènement d'exhumation. Ainsi, elle n'a pas été provoquée par la piqûre d'une puce provenant d'un rongeur porteur du virus.

Tels sont les résultats énumérés obtenus de nos investigations par voie d'enquête directe auprès des différentes entités et institutions ciblées au préalable et considérées comme touchées par la problématique de mauvaise gestion amont et aval des déchets, de pré-collecte, collecte, enlèvement, transport, destruction en général et ceux du 1^{er} Arrondissement en particulier.

Nous poursuivons notre travail en entamant le troisième chapitre de cette deuxième partie de notre ouvrage, lequel sera focalisé sur la présentation des résultats à partir de nos séances d'enquêtes directes auprès de ménages préalablement ciblés et d'autres interpellés au hasard, de façon inopinée.

CHAPITRE V : RESULTATS DES ENQUETES AUPRES DES MENAGES

Dans ce chapitre, il s'agit d'exposer les résultats issus d'enquêtes effectuées auprès des différents ménages en suivant en bonne et due forme les méthodes adéquates pour la réalisation de tels types d'entretien direct puis, nous allons énoncer successivement les données résultant de notre analyse FFOM de la situation évolutive de la gérance des déchets.

5.1. Enquêtes auprès des ménages

Dans cette section, nous passerons en revue les différentes opinions émises par certains individus rencontrés face à l'accumulation des déchets dans la capitale.

5.1.1. Situation des individus enquêtés

Le nombre d'enquêté est fixé à un groupe de vingtaine (20) individus qui sont répartis dans quatre quartiers distincts. Chaque individu enquêté a chacun sa situation matrimoniale, d'où il nous a paru primordial de présenter le cadre de vie de chaque individu enquêté d'un quartier à l'autre.

Tableau n°15 : Situation matrimoniale

Sexe	Tranche d'âge	Niveau d'instruction	Salaire mensuel	Lieu d'habitation	Religion	Statut socio-économique
M	30 ans	CM2	170.000 Ar	67 ha Nord-Ouest	FJKM	Gardien
F	40 ans	–	–	67 ha Nord-Ouest	Eglise cadette (« sectes »)	Vendeuse
F	43 ans	Second cycle	200.000 Ar	Manarintsoa atsinanana	FJKM	Bureaucrate
F	27 ans	–	–	Manarintsoa atsinanana	Catholique	Ménagère

Sexe	Tranche d'âge	Niveau d'instruction	Salaire mensuel	Lieu d'habitation	Religion	Statut socio-économique
F	45 ans	CM2	–	Andavamamba Anatihazo	Catholique	Ménagère
M	30 ans	–	–	Andavamamba Anatihazo	Eglise cadette	Sans emploi
F	20 ans	–	–	Manarintsoa Anatihazo	Catholique	Marchande
M	36 ans	Terminale	–	Manarintsoa Anatihazo	Aucune	Chauffeur de taxi

Source : Investigation personnelle, 2015

Il est à souligner que la liste des individus enquêtés indiquée dans le tableau précédent, n'est pas exhaustive et ne représente donc pas la totalité des personnes enquêtées mais il s'agit juste d'échantillons. Mais le point saillant commun de ces échantillons est que la plupart ont été gênés de mentionner leur niveau d'instruction et ont préféré ne pas nous répondre carrément.

Nous vous invitons à prendre connaissance à partir de la lecture du tableau ci-après, quelques avis émanant de certaines personnes enquêtées sur la question de gestion de déchets urbains. Pour une meilleure compréhension, nous avons mis dans la colonne de gauche, la version originale en malagasy et dans celle de droite, une traduction libre en français.

5.1.2. Les avis de certains individus enquêtés

Enquête n°01 : Quartiers Manarintsoa Anatihazo

Manambady manan-janaka 4 ka nilaza hoe:

Ny fokontany eto aminay dia miasa tsara fa ny olana misy dia ny tsy fisian'ny fitoeram-pako lehibe eto aminay. Maro ireo fokontany tonga manary fako eto amin'ny rano maloto ity kanefa izahay dia manary manakarama ny RF2 hanary ny fakonay any Ampefiloha na any amin'ny complexe dia mandoa 500Ar isam-bolana. Ny olana manko dia ny zanakay, izay tena mijaly tokoa satria marary lava, fa ny matetika miantraika amin'izy ireo dia ny aretim-pivalanana ary kohaka. Fa rehefa fotoana ny fahavaratra no tena sahirana satria miakatra ny rano dia mirona sy tafiditra mihitsy any anaty tranonay avokoa ny rano maloto.

Mariée, 04enfants, affirme que :En premier lieu, nous n'avons pas de problème avec le système de notre fokontany sur la cotisation à payer pour l'indemnité des employés par la RF2. Mais notre seul problème c'est que nous vivons à proximité de lac et nous sommes confrontés à divers problèmes comme l'absence de bac fixe dans notre Fokontany qui est le premier problème, puis le rejet des différents rebuts dans ce mini lac, lequel est transformé même en décharge sauvage ou en un dépôt automatique. Pour notre cas comme nous payons une cotisation de 500Ar chaque mois, ce sont les balayeurs de RF2 qui jettent nos ordures au niveau des bacs fixes mais cela se fait dans le fokontany d'Ampefiloha ou au Complexe scolaire. Le deuxième problème, c'est l'état de santé, comme nous habitons tout près du dépôt, nos enfants sont victimes de maladies diarrhéiques et de toux. Le troisième problème, lors de la période des pluies, nous nous trouvons dans une situation désastreuse puisqu'il y a la hausse de l'eau qui entre dans notre foyer.

Pour le cas de cette enquête, la personne interviewée réclame que la Commune fasse une descente pour voir de visu la réalité, la situation que vit et endure la population et entreprendre d'urgence, une intervention sociale au niveau de la communauté.

Photo n°02 : les ordures à Manarintsoa Anatihazo



Enquête n°02 : Quartiers Andavamamba Anatihazo

Mari et femme, 3 enfants originaires de Tananarive affirment que :

Nous tenons pour responsable le chef fokontany parce que c'est lui qui a permis à un camion de déposer leurs déchets dans notre fokontany. Nous sommes entourés de déchets et nos enfants sont les victimes puisqu'ils sont souvent atteints de maladie diarrhéique. Nous souffrons également surtout en période de pluies. C'est vrai qu'à un moment, la Secaline s'est chargée de retirer des eaux les innombrables déchets mais plus maintenant depuis un bon bout de temps. Beaucoup d'individus jettent leurs rebuts dans l'eau et même leur excréta.

Mpivady, manan-janaka 3 avy eto Antananarivo milaza hoe:

Manome tsiny ny fokontany izahay satria noho izy no nahatonga an'izao fivongongon'ny fako eto aminay izao. Nanome alàlana orin'asa iray hametraka ny fako eto amin'ity fokontaninay ity. Miparitaka daholo ny fako eto aminay. Mijaly mihitsy izahay noho ny fofona maimbo. Fa ny tena mampalahelo dia ny zanakay no matetika tratan'ny aretim-pivalanana. Eo ihany koa ny fotoam-pahavaratra izay mampijaly anay tokoa satria miakatra ny rano ary tsentsina avokoa ny canal rehetra rehetra noho ny fako be loatra. Fa noho ny tsy fisian'ny fitoeram-pako dia lasa manary fako anaty canal daholo ny ankabeazan'ny olona.

Concernant les avis respectifs de ces deux individus enquêtés, ils en veulent chacun au fokontany, premier maillon public d'organisation sociale c'est-à-dire qu'il y a conflit sérieux entre le chef et la société, mais en même temps ils soulignent que malgré que le fokontany ait commis d'erreur, c'est notre mentalité même qu'il faut changer en premier lieu.

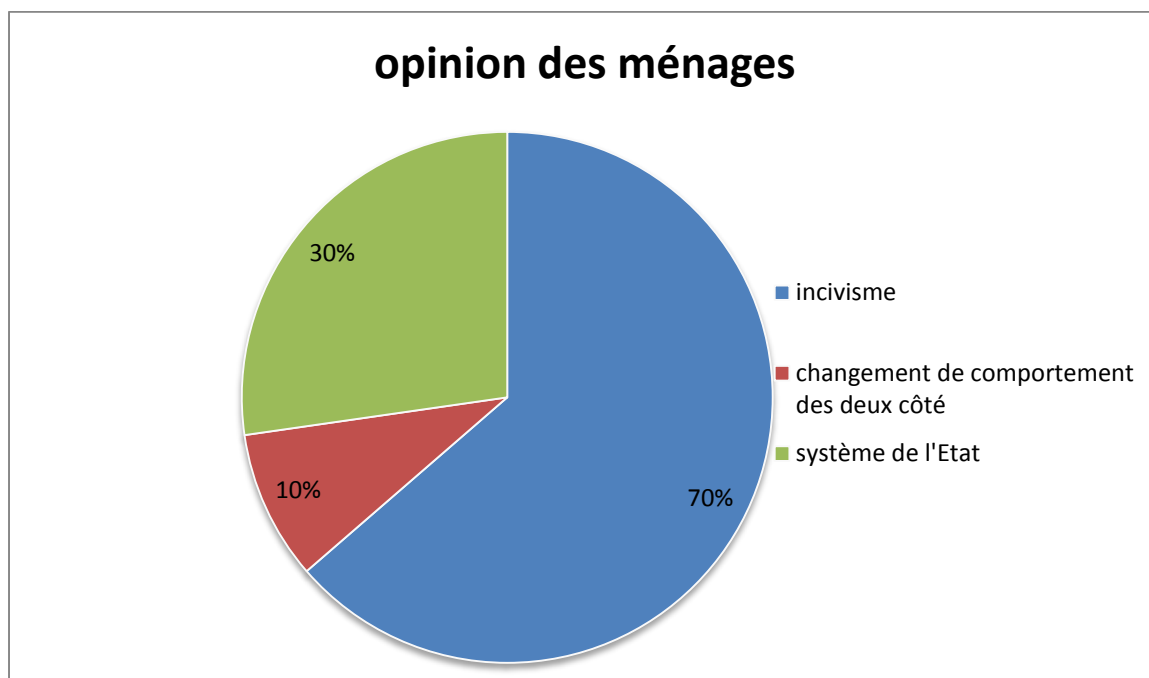
Et donc il faut changer voire révolutionner en profondeur les comportements de chacun vers un caractère responsable du respect de l'Environnement, de la Bonne Gouvernance, des Droits de l'homme, du savoir-vivre, du savoir-être, etc.) –souci légitime et désir profond de maintenir un cadre de vie personnel et communautaire meilleur, viable, sain, bien organisé et harmonisé ainsi que davantage de bien-être social à la postérité (à la génération à venir).

Photo n°03 : Manarintsoa Anatihazo



Point commun :

D'après les différentes opinions de chaque individu enquêté dans différents quartiers, tous ont presque les mêmes points de vue sur la situation sur le fait que c'est à la société en premier lieu, de changer de comportement afin de stabiliser le problème de gestion des déchets.

Graphe n°05 : les principales responsables d'après les ménages

Source : enquêtes auprès des ménages, 2015

Ceci dit, la plupart des personnes enquêtées ont affirmé que c'est en premier lieu notre comportement (celui de la majorité des habitants en général), en l'occurrence notre tendance généralisée à la pratique du laisser-aller, qui favorise l'amoncellement des déchets et ce, avant d'accuser autrui, comme le fustige le proverbe malagasy : « Jereo aloha ny tenanao vao manome tsiny ny hafa ianao » (Regarde-toi d'abord avant de juger autrui !)

Entretien auprès d'un adjoint au maire de fokontany

Auprès du fokontany de Manarintsoa Atsinanana, un haut responsable interviewé (Adjoint du chef Fokontany) nous a affirmé que c'est difficile de jouir du poste du président de la RF2, surtout que la Commune ne nous aide pas beaucoup, ni suffisamment car parfois, c'est le Fokontany qui est obligé de couvrir et de prendre en charge les charges relatives au règlement des indemnités des nettoyeurs. Cela constitue une tâche difficile à gérer surtout pour un fokontany qui ne dispose que d'un faible budget de fonctionnement.

- **Participation de la communauté**

Les habitants ne s'acquittent pas toujours du paiement des taxes ou droits qui leur reviennent c'est-à-dire que la communauté ne s'implique pas financièrement et cela est parfois décevant et démotivant pour les responsables de fokontany alors que la gestion des déchets est essentiellement et par définition, une responsabilité partagée qui requiert la participation de chaque partie prenante dans le cadre du 3P ou Partenariat Public Privé.

- **Adaptation**

La plupart des groupes sociaux ne sont pas encore habitués au système du fokontany qui est la participation de chacun pour le développement.

- **Intégration**

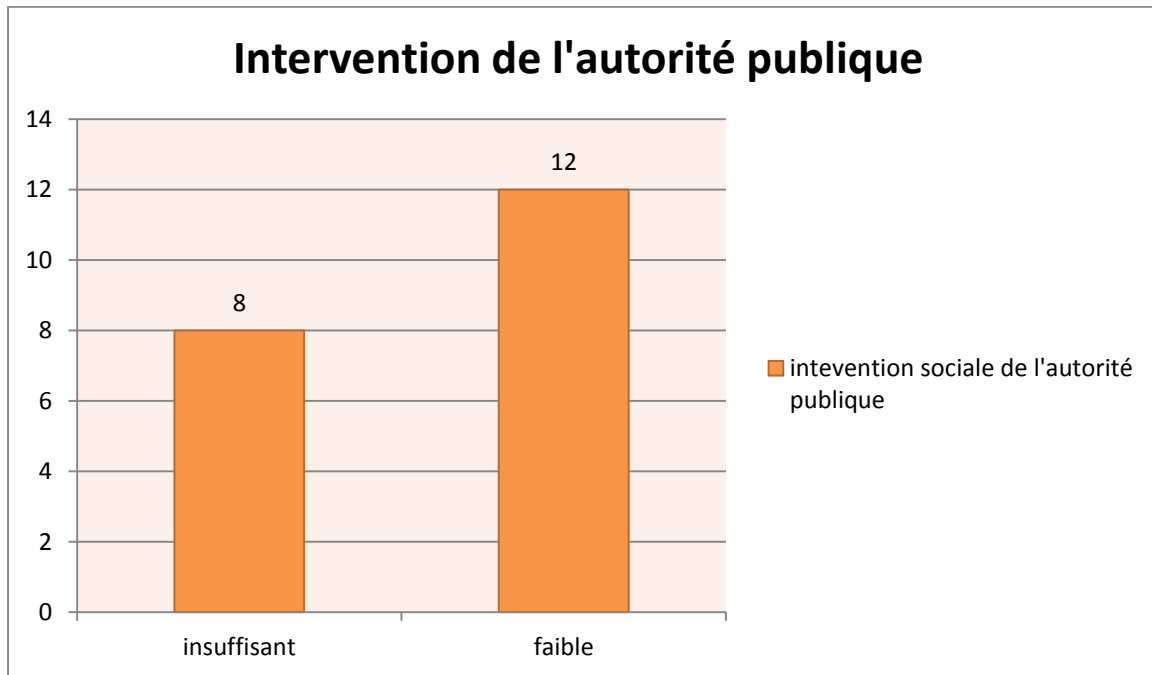
Afin d'obliger la société à remplir les obligations que leur imposent les buts collectifs, de manière à pouvoir mobiliser les ressources de la société en vue de l'obtention des fins proposées, nous avons mis en place des sanctions adéquats par rapport à chaque individu.

Le fokontany a un but précis, celui de rendre le quartier « éco – viable²⁰ », c'est pourquoi des actions collectives sont organisées une fois ou deux fois tous les mois.

Opinion des ménages

La plupart des ménages dénoncent que l'Etat ne s'investit pas à fond c'est-à-dire qu'il n'a pas la volonté de prendre ses responsabilités. Et il y a encore une grande embûche entre l'Etat et la population c'est-à-dire il n'y a pas encore de réduction entre antagonismes et divergences.

²⁰C'est-à-dire écologiquement viable

Graphe n°06 : Champ d'intervention sociale

Source : enquêtes auprès des ménages, 2015

Il est vrai que l'Etat a pris une initiative sur la prévention des impacts environnementaux et sanitaire sur l'interdiction et la commercialisation des sacs plastiques mais cela n'est encore pas tout à fait rentable vu que des mesures accompagnatrices n'ont pas été prise d'où cela engendre un nouveau problème pour les travailleurs de l'usine de sac plastique. D'ailleurs, la Commune a également mis en place une politique de sensibilisation des individus par médias.

La Commune ressent fortement des difficultés dans la gestion des déchets mais cela n'empêche qu'il lui faut quand même s'investir pour mener à bien le développement du pays et c'est avant tout au niveau de la collectivité territoriale qui est la base du développement.

Actions communales entreprises

La Commune a en effet déjà appliqué des méthodes de conscientisation de la société par le biais de la technique d'animation par médias dans les chaînes de communication locale sur le comportement qu'il faut adopter pour avoir un environnement sain et ce qu'il ne faut pas exercer. Pour que les individus puissent le retenir, la Commune a ajouté dans la publicité une expression comme « **Rehefa tsy mandoto dia efa manadio** » **signifiant** (quand tu ne

jettes pas partout les déchets, tu participes déjà à la salubrité). Néanmoins, cette tentative de la part de la Commune n'est pas encore jusqu'à nos jours, porteuse de résultats probants.

5.2. Analyse FFOM (Forces, faiblesses, opportunités et menaces)

Tableau n°16 : Analyse FFOM

FORCES	FAIBLESSES
Pré-collectes et collectes	
<ul style="list-style-type: none"> ➤ collaboration avec des Organisations de société civile ➤ Bacs mobiles dans certains quartiers mis en place par la RF2 ➤ Partenariats établis avec certains prestataires ; ➤ Bacs fixes installés dans certaines fokontany ; ➤ Sensibilisation par mass-médias ; ➤ Instauration de cadre réglementaire par le ministère chargé de l'environnement sur l'interdiction d'utilisation de sacs plastiques. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Effectifs de personnels de nettoyage insuffisants pour la commune; ➤ Non présence de bac mobile dans la majorité des quartiers ; ➤ Secteur non reconnu comme privilégié pour l'Etat ; ➤ Volonté insuffisante venant des autorités locales, quartiers insalubres ; ➤ ONG en collaboration insuffisant ; ➤ Bacs fixes insuffisants dans les fokontany ; ➤ Intervention sociale très faible ; ➤ Camions bennes en nombre insuffisant pour effectuer les ramassages d'ordures ; ➤ Mauvaise politique d'urbanisation de la région entraînant la formation illicite de barrages d'accès des deux côtés des voies pour les camions ; ➤ Solution non encore trouvées pour le moment pour le cas des voies inaccessibles aux camions bennes ; ➤ Politiques sociales moins efficaces ; ➤ Décharges ne subissant aucun traitement à Andralanitra ; ➤ Approche participative de la

	<p>population, inactive;</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Faible participation de la population ;
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Recyclage des rebuts par le biais des tris ; ➤ Recherche de bailleurs de fonds afin d'augmenter le nombre de bacs à ordures ; ➤ Création d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) ; ➤ Réouverture de l'usine de traitement des déchets à Andralanitra ; ➤ Réaménagement en cours, d'autres décharges hors d'Antananarivo; ➤ Collecte de déchets par ménage, effective. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Développement de vecteur pathogènes source de maladies endémiques (mouches, moustiques, rongeurs) ; ➤ Risque de réémergence de différentes maladies endémiques comme la peste et le choléra ; ➤ Bouchage des canaux d'évacuation ;

Source : Investigation personnelle, 2015

Conclusion partielle II :

En guise de conclusion, la commune ressent encore des difficultés énormes dans la gestion des déchets en raison de manque crucial sur le plan des moyens matériels et financiers pour la réalisation comme il se doit, des ramassages d'ordures.

Puis chaque ménage a énoncé son point de vue pessimiste selon lequel la gestion des déchets est encore loin du compte pour le 1^{er} Arrondissement vue le comportement irresponsable de chaque individu sans compter l'insuffisance flagrante des interventions sociales des autorités publiques.

**PARTIE III : DISCUSSIONS ET
RECOMMANDATIONS**

Dans cette troisième partie, nous nous fixons plus précisément, dans ces deux chapitres, sur les discussions des hypothèses afin de les confirmer ou infirmer par la suite. Et puis, afin d'avancer des propositions pour résoudre les problèmes identifiés et répertoriés, dans cette recherche, nous procéderons à l'émission de recommandations jugées pertinentes et réalisables

CHAPITRE VI : DISCUSSIONS

Dans ce premier chapitre, nous allons provoquer les discussions pour savoir si les hypothèses avancées au préalable sont confirmées ou non par les résultats obtenus dans la seconde partie et si elles sont comparables à celle des hypothèses avancées.

6.1. Vérification de l'hypothèse 1

➤ **Résultats 1 de l'hypothèse : L'Administration communale semble faillir à la mission à caractère socio-sanitaire qui lui est dévolue, celle de contribuer de manière effective et permanente, à la collecte et au ramassage des ordures ménagères qui s'amoncellent ici et là dans, et hors des bacs à ordures.**

Après avoir mené l'analyse qualitative, obtenu les résultats d'ordre quantitatif et réalisé les enquêtes nécessaires, nous nous sommes aperçue que la Commune connaît tout d'abord une insuffisance flagrante sur le plan de l'effectif des personnels vu le nombre disponible actuellement, exposé suite à nos investigations dans le tableau n°04. Ainsi, il nous semble important d'avoir et de disposer de personnes qualifiées avec un effectif suffisant.

Ensuite, l'insuffisance en nombre et le mauvais déploiement géographique des matériels affectés à la pré-collecte constituent un des problèmes majeurs vécus par la Commune car il y a certaines parties des quartiers qui ne sont pas bien nettoyées en raison du fait qu'elles ne sont pas correctement dotées des équipements idoines, cela expose le personnel concerné aux épidémies et maladies. En effet, pour la collecte, les employés ramassent les ordures avec leurs mains et leurs balais et ce, sans les équipements de protection adéquate, leurs pieds s'enfoncent directement dans les détritrus, ce qui ne les met nullement à l'abri des maladies.

Par ailleurs, au niveau du nombre insuffisant et de la faible qualité des matériels de base pour la collecte, cela représente des obstacles sérieux pour la Commune cela figure parmi la liste des problèmes rencontrés. Les camions ne sont pas suffisants en nombre avec de mauvaise condition technique d'exploitation. D'où, l'obligation de location d'autres camions en meilleur état technique auprès de prestataires privés.

En gros, une large majorité du parc de camions utilisés n'appartient pas à l'entité publique mais à des opérateurs du secteur privé et donc, en cas de désaccords éventuels entre

les parties, la Commune est immédiatement déstabilisée et connaît des difficultés d'organisation et d'intervention difficiles à résoudre en matière de collecte sans prestataires.

Appliquant plutôt une politique plus bureaucratique, l'Administration publique dispose de lois et réglementations établies alors que la désorganisation prend davantage d'ampleur au sein de l'entité verticale. Les écarts d'appréciation de la satisfaction entre la société et l'Etat ne cessent de se creuser de façon négative, ce qui fait la faiblesse du niveau de réalisation des activités normales journalières de nettoyage des déchets, revenant à la Commune.

Une telle désorganisation au sein de l'administration publique communale entraîne ipso facto, des conséquences néfastes sur la santé publique surtout dans les quartiers non accessibles aux camions du à l'absence de la prise de dispositions appropriées face à une urbanisation rapide, à l'augmentation non maîtrisée de la population, à la modification inévitable des modes de consommation ainsi de la rareté des déchetteries. Une telle situation provoque la mise en place des décharges sauvages partout allant même jusqu'à utiliser les canaux investis d'eaux usées comme dépotoir automatique de déchets dans les quartiers. Une telle pratique ne peut que favoriser le développement de la propagation de maladies qui peuvent être endémiques et épidémiques (choléra, peste).

Les maladies épidémiques sont celles que la population craint le plus. Pour rappel, un cas d'infestation positif a été signalé dans le 1^{er} Arrondissement dans une zone non accessible au camion.

De ce fait, l'hypothèse 1 se trouve confirmée car l'Administration communale est défaillante par rapport à la mission à caractère socio-sanitaire qui lui est dévolue, en l'occurrence celle de contribuer de manière effective et permanente à la collecte et au ramassage des ordures ménagères qui s'amoncellent ici et là dans, et hors des bacs à ordures. A preuve, nos investigations ont confirmé la présence de la peste jusqu'à nos jours dans certains arrondissements et plus particulièrement dans le 1^{er} Arrondissement de la CUA.

6.2. Vérification de l'hypothèse 2

➤ **Résultat n°2 de l'hypothèse : La non-participation de la population résidente à la gestion des ordures susmentionnées traduit d'une certaine manière le manque de civisme et de citoyenneté, ainsi que la négligence de la santé publique de la part autant des gouvernants municipaux que des gouvernés.**

La population a en effet, avancé et émis leur opinion par rapport à la gestion évolutive des déchets : 80% ont spécifié et réitéré que, c'est la société elle-même qui est avant tout, responsable des éparpillements de déchets constatés actuellement et ce, avant de blâmer la Commune, de manière automatique ou irréfléchie.

Chaque individu a fait part de son opinion en insinuant que la Commune vit sans doute, des anomalies d'ordre budgétaire, organisationnel alors que la responsabilité revient à chaque individu et aux groupes sociaux en tant que citoyen de maintenir avant tout, la propreté des endroits publics et privés c'est-à-dire faire le premier pas afin de suivre le chemin correct du développement.

Il est question ici, de l'environnement défaillant où vit chaque individu. En effet, il y a avant tout, le problème de nombre insuffisant de matériels de ramassage et de collecte de déchets à travers le fait que, les rues ne contiennent pas de bacs intermédiaires pour la plupart des Fokontany ni même de bacs fixes pour les zones non accessibles aux camions. Nos investigations ont fait état de l'existence seulement de bacs intermédiaires déposés par les ONG partenaires dans certains quartiers pour collecter et contenir les déchets ménagers.

Mais autant dire qu'il faut également une implication personnelle et volontaire des individus qui doivent avant tout, entamer le premier pas à travers une participation effective généralisée de chaque membre de la société et surtout la volonté réelle à laquelle doit s'investir la Commune pour rétablir la situation de responsabilité relative à cette question de déchets qui s'amoncellent ici et là, avec les risques négatifs qu'un tel état généralisé engendre sur la vie au quotidien de la Municipalité.

C'est vrai que la participation de la société n'est pas tout à fait présente, acquise ni effective dans la gestion des ordures au sein des Fokontany dans la mesure où certains chefs Fokontany se plaignent du fait que chaque foyer ne paie pas toujours les redevances convenues à acquitter chaque mois, s'élevant à 500 Ar pour subvenir aux indemnités des

personnels des Organisations sociales civiles destinées à assurer un environnement social vivable.

Par ailleurs, il y a également la formule dite : « **fanadiovana faobe** » (**nettoyage communautaire global**) selon laquelle, la société, qui a été assidue à intégrer cette pratique auparavant, n'y accorde plus aucune importance notamment pour une majorité des gouvernés.

En général, il est constaté que la société manque encore de sensibilisation quand bien même la commune a déjà entamé dans ce sens, des publicités intensives dans les chaînes radio télévisées pour réveiller le sursaut de civisme et la responsabilité sociale de la communauté. Mais certains individus suggèrent et affirment l'obligation légitime revenant à la Commune de mettre systématiquement, des bacs intermédiaires dans chaque recoin des rues pour que la population concernée puisse vivre en permanence, dans la salubrité.

Pour ce qui est des zones non accessibles par des camions, aucune mesure concrète n'a encore été prise jusqu'à nos jours. En effet, des groupes sociaux s'efforcent de mettre par leur propre moyen et à leur initiative propre, des mini bacs afin de lutter contre de tels risques mais cela reste insuffisant et ne saurait constituer une solution durable.

De ce fait, l'hypothèse 2 est confirmée car la non-participation de la population résidente à la gestion des ordures comme évoqué auparavant, traduit d'une certaine manière, le manque de civisme et de citoyenneté, ainsi que la négligence de la santé publique de la part autant des gouvernants municipaux que des gouvernés. En effet, la société ne déploie apparemment pour le moment aucun effort palpable et évaluable dans ce sens ni d'action concrète de redressement de sa défaillance organisationnelle, financière et humaine de la part de l'Administration publique.

Apport personnel

A la lumière des résultats obtenus évoqués supra, il nous semble recommandé que chaque acteur s'implique de manière synergique, chacun à son niveau, pour l'amélioration du caractère rationnel et participatif de la gestion des déchets. Du côté du secteur public, la révision de la politique publique actuelle est indispensable et incontournable puisqu'elle représente la clé ouvrant l'accès vers le développement d'une stratégie correcte d'intervention et de mobilisation d'instruments économique, matériel et humain appropriés. Nous estimons que la meilleure stratégie à adopter se base sur la double action de recyclage et de récupération des matières recyclables à partir des déchets solides qui devraient être mieux

coordonnés et pré-triés en fonction des besoins des industries de transformation existantes comme PAPMAD, SOMACOU et SMTP, ces industries ayant chacune ses propres spécificités en terme de lignes de produit, de production et de schéma d’approvisionnement de son processus de fabrication :

- la Papeterie de Madagascar (PAPMAD) qui récupère près de 600 tonnes de carton et papier ;
- la SOMACOU qui récupère annuellement environ 500 tonnes de déchets textiles d’où l’utilisation des tissus usagés ;
- la Société Malgache pour la Transformation en Plastique (SMTP) qui récupère une quantité conséquente de sac plastique pour les transformer en d’autres articles utilitaires comme seau, pot de yaourt (Yao) etc.

Du côté de la société, la population n’assume guère sa responsabilité sociale en raison de son ignorance des interventions sociales afin d’évaluer de manière pondérée, le niveau de prise de responsabilité et de conscience sociale venant de l’autorité publique, locale, évaluation qui s’avère requise, systémique et périodique.

Tel était le processus de remise en question et de vérification des hypothèses initialement avancées à partir de la confrontation avec les résultats d’investigation menée. Il s’ensuivit que les deux (02) hypothèses émises au début dans le protocole de recherche ont pu être vérifiées. Le second chapitre va ainsi se focaliser sur l’annonce de propositions de recommandations/ solutions à l’endroit de chacun des problèmes identifiés et définis en vue d’améliorer et de redresser la situation de dysfonctionnement dans le processus d’intervention de chacun des acteurs concernés par le problème de déchets ménagers communaux.

Dans ce second chapitre, nous allons nous focaliser sur la proposition de solutions jugées adéquates, réalisables et viables à terme afin de minimiser les éparpillements volontaires ou non, de rebuts.

CHAPITRE VII : RECOMMANDATIONS

Dans ce chapitre, nous nous consacrerons à la résolution des problèmes mis en exergue et énumérés dans la partie précédente. Nous allons ainsi proposer les solutions jugées pertinentes sur tous les plans que ce soit politique, économique ou social à l'endroit de chacun des problèmes évoqués.

7.1. Recommandations sur la gestion des déchets

D'après ce que l'on a pu observer dans la deuxième partie, la commune rencontre encore des difficultés majeurs et a beaucoup de mal à gérer correctement les ordures. Néanmoins, nous estimons que, même si une telle défaillance existe, l'un des défis à relever dans cette gestion des déchets au quotidien, c'est de bien concevoir et mettre en place une meilleure organisation de l'ensemble de la filière dans tous les domaines.

Pour y arriver, nous allons aborder les éléments de plan d'actions à entreprendre relevant successivement des acteurs majeurs que sont l'Etat, la Commune, le Fokontany, les ONG partenaires.

7.1.1. Au niveau de l'Etat

L'Etat est l'un des acteurs pilier qui entre en considération dans la question de la gestion des déchets. Les attributions que nous estimons relever de sa responsabilité régalienne consistent notamment à:

- Essayer de prioriser la valorisation des déchets par sa transformation en ressource puisqu'elle peut s'avérer être réutilisable comme compost c'est-à-dire que les déchets fermentescibles sont transformés en compost qui retourne à la nature utilisée comme engrais naturel par les agriculteurs. Ou bien, être incinérés signifiant que les déchets sont brûlés, l'énergie thermique dégagée est valorisée et essayer de développer les activités de recyclage. Les déchets sont réutilisés comme matière première, ce processus ne sera possible que par la mise en place d'une usine traitant spécialement les déchets;

- prioriser la transformation des déchets et matières plastiques pouvant devenir une des ressources économiques du pays ou un business durable florissant sous forme de produits innovants multiforme à l'exemple des exploitations similaires dans les pays développés ;
- réhabiliter l'usine à Andralanitra qui a été autrefois une usine pour le triage des déchets, ce qui peut engendrer la création d'Activités Génératrices de Revenu (AGR) en faveur de beaucoup d'individus. A cela, s'ajoutera la création d'autres usines destinées à des activités de transformation des déchets ménagers afin de promouvoir une ville, d'avoir des quartiers plus propres, plus sains et d'éradiquer les maladies qui deviendront de plus en plus maîtrisées pour finalement, être radiées de la liste des risques encourus ;
- renforcer une collaboration directe de fourniture de matières premières recyclées aux grandes usines industrielles comme PAPMAD, SOMACOU et SMTP;
- exhorter la volonté politique de l'Etat, élément de base important et incontournable sans lequel aucun projet viable à terme ne peut être réalisé. En guise d'illustration, l'Etat de Singapour qui décide de faire de la propreté de ce très petit pays, un de ses atouts. En effet, cette initiative a fortement attiré les investisseurs car, cracher dans la rue ou jeter son chewing-gum partout, est passible d'une grosse amende voire même d'une peine de prison ferme ;
- prévoir de changer de système et de politique de collecte par le fait de rajouter de nouveaux bacs de couleurs différentes : un pour les déchets recyclables réutilisables et un autre pour les déchets non recyclables et non réutilisables;
- favoriser la protection de l'environnement comme le recommande ce proverbe malgache :« **Arovy ny tontolo iainana fa izy no lova ho an'ny taranaka faramandimby** » ou selon une traduction libre en français : « protégez l'environnement puisqu'il est l'héritage des générations à venir » c'est-à-dire qu'une telle protection judicieuse de l'environnement est le seul gage pour la génération future de jouir d'un environnement sain ou d'une ville propre durable qui deviendra une fierté pour la génération actuelle.
- essayer d'éduquer dès le plus jeune âge, les enfants du futur à savoir accorder et donner de l'importance à l'environnement où il habite et ce, en intégrant dans le programme scolaire, une leçon sur la propreté de l'environnement tout comme cela est déjà opérationnel en Russie en guise de référence ;

- convaincre, conscientiser les individus d’accomplir leur rôle en tant que citoyen, leur faire comprendre la dignité de l’homme qui est détruite avec une ville sale, polluée et désagréable à vivre;
- valoriser les déchets organiques représentant 50% des déchets ménagers ;
- concevoir, prendre et diffuser un décret sur la salubrité ;
- ouvrir et opérationnaliser de nouveaux sites de décharge qui vont dépolluer et décongestionner la déchetterie d’Andralanitra.

A titre de benchmarking, à long terme, les pays développés comme Allemagne, Pays-Bas, Belgique et Autriche ont mis en place depuis longtemps des politiques favorisant un traitement des déchets priorisant l’environnement, destiné à assurer et à maintenir une bonne gestion des rebuts. Pour ce faire, ils ont opté pour la méthode de recyclage et de compostage qui de plus, est écologique, considérée comme opérationnelle et la mieux faisable au niveau du pays. Moyennant une période de mobilisation et de sensibilisation intensive et ciblée, la société pourra s’adapter plus rapidement. A titre de référence, ces pays recyclent et compostent en tout, plus de 60% de leurs déchets ménagers.

L’Inde également, a appliqué cette même méthode précisément celle de transformer les déchets solides municipaux (DSM). Une telle méthode récente, si bien appliquée, créa de nombreux postes de travail pour les individus, opportunité considérée comme source de business florissant pour l’Etat indien. Ce dernier prend comme référence de modèle, les pays développés afin de mieux imiter leur savoir faire et l’appliquer à New Delhi (capitale de l’Inde). Il établit à ce titre, un slogan qui apparaît très souvent « *Clean Delhi, Green Delhi* » *traduit comme* Delhi propre et Delhi vert.

Pour la Commune Urbaine de Bordeaux, elle a adopté et appliqué des techniques d’animation scolaire. Le principe est de mettre en scène le tri des déchets dans le quotidien de l’enfant pour qu’il se pose des questions et prenne conscience de son importance ; puis lui permettre de s’approprier les gestes, lui donner des astuces pour qu’il les transmette au reste de sa famille. Les thématiques proposent de découvrir les enjeux du tri dans sa cellule familiale, à l’échelle de sa communauté, de son pays et de sa planète.

7.1.2. Au niveau de la Commune

Etant nommés comme autorités locales, les responsables communaux sont considérés comme acteurs clés dans le développement socioculturel et leur implication dans toutes les

phases dès la conception jusqu'au suivi évaluation, est indispensable. Nous énumérons ci-après, les résolutions des parties prenantes¹ et parties prenantes 2 c'est-à-dire la Commune et la société pour remédier à la situation telles que définies ci-dessous:

- organiser des séances de sensibilisation « Information, Education et Communication » (IEC) et Changement de Comportement par la Communication (CCC) de la communauté sur leur rôle d'actions locales vis-à-vis de leur environnement;
- doter les nettoyeurs des branches de nettoyage, d'équipements techniques de qualité susceptibles de les protéger contre les maladies comme un cache bouche, des gants, des bottes et ;
- développer des politiques en faveur de la santé et des mesures économiques et fiscales afin de créer un environnement favorable à la société ;
- mobiliser des ressources humaines, financières et matérielles pour assurer la sensibilisation via IEC et CCC à périodicité annuelle renouvelable;
- instaurer des nouveaux emballages biodégradables.

Ces solutions peuvent être adaptables et celles à prendre et à concrétiser à moyen terme et à long terme impliquent un coût plus ou moins élevé sans collaboration avec des organisations sociales et civiles. Etant adaptable, une telle initiative est faisable et opérationnelle moyennant son application correcte et opportune.

7.1.3. Au niveau du Fokontany

Etant le plus rapproché de la société, tout comme la Commune, le Fokontany est l'un des plus grands piliers de base assurant pour la réalisation des projets, le suivi /évaluation des situations évolutives du quartier. Et donc, le Fokontany a pour mission d'organiser le champ d'action et de s'y investir en premier lieu, du fait de sa proximité avec la Communauté de Base (COBA) à travers l'organisation d'une assemblée générale pour informer et en discuter de façon participative.

7.1.4. Au niveau des ONG

Les ONG²¹ sont les entités partenaires de la Commune dans le cadre de la réalisation de ses activités récurrentes.

- Les membres du comité de Fokontany doivent renforcer leur système sous l'égide du chef Fokontany et fixer le montant de la redevance mensuelle que les ménages doivent payer. Ils ont la latitude de prendre les mesures qui s'imposent à l'endroit des ménages qui refusent le paiement de telles redevances;
- Les ONG sont invitées à collaborer avec les petits ateliers pour assurer le maintien de la durabilité de l'entreprise sous-traitante.

7.2. Recommandation d'après le travailleur social

Comme nous intervenons dans le domaine social et de l'amélioration des conditions de vie de la population de manière à favoriser de préférence, la cohésion sociale,

- La sensibilisation pour la conscientisation de la société et même dans différentes entreprises, sur l'importance des enjeux de la prévention des déchets, demande du temps et des actions spécifiquement conçues pour un territoire donné ;
- La participation de la société aux activités de gestion des déchets est nécessaire afin de concrétiser son implication sociale, tant politique que financière c'est-à-dire que faire une approche participative communautaire est nécessaire pour que l'ensemble de la

²¹RYFMAN, Ph.(2009) Les ONG, Paris, La découverte, 126 pages, ici, p.20 – 22.

1/ **Le point de vue des sociologues et politistes internationalistes** : « ... En France, le défricheur reste ici MERLE, dont la définition (élaborée dans les années 1970) des ONG comme « tout groupement, association ou mouvement constitué de façon durable par des particuliers appartenant à divers pays en vue de la poursuite d'objectifs non lucratifs » (1982) a longtemps donné le ton. Plus récemment, LAROCHE retient, elle, la définition donnée par l'Union des associations internationales (UIA, acronyme anglais), selon laquelle est ONG toute « association composée de représentants appartenant à plusieurs pays et qui est internationale par ses fonctions, la composition de sa direction et les sources de son financement. Elle n'a pas de but lucratif et bénéficie d'un statut consultatif auprès d'une organisation intergouvernementale » (2000). Mais l'UIA, aussi honorable soit-elle, se trouve fortement déphasée par rapport aux réalités concrètes du monde ONG contemporain. SMOUTS, BATTISTELA et VENNESSON les voient avant tout comme des « organisations composées d'individus qui se regroupent volontairement en associations pour poursuivre des objectifs communs ». Celles qui interviennent dans le fonctionnement des relations internationales sont qualifiées par eux d'ONG (2003).

2/ **Le point de vue des économistes et des anthropologues** : « ... Pour PIVETEAU (économiste), il s'agit d'«organisations économiques dont l'objectif original ou l'ensemble des contraintes qu'elles cherchent à résoudre définit leur action comme redistribution philanthropique de ressources, d'origine et de nature principalement privées, en faveur d développement. Les ONG sont des organisations médiatrices de l'aide » (ibidem). Cette approche, notamment par sa prise en compte des buts affichés, n'est indéniablement pas dépourvue de pertinence. Elle est plus riche que celle de CERNEA (1998) qui reste centrée sur le concept d'«associations bénévoles ». Mais, essentiellement fonctionnaliste, elle semble difficilement transposable hors de la sphère du développement. Or, l'activisme des ONG se déploie aussi sur d'autres terrains »

population puisse aussi contribuer au développement de la localité, une approche qui motive et dynamise la communauté résidant;

- Récupérer les déchets recyclables c'est-à-dire valoriser les matières organiques et énergétiques contribuent à réduire les risques socio-sanitaires et environnementaux ;
- L'éducation des groupes communautaires à travers comme la sensibilisation, revêt une importance capitale ;
- Rendre effective, la prévention sur les impacts socio-sanitaires des déchets afin que les habitants puissent essayer de jeter moins dans la rue, ce qui veut dire moins de nuisance.

7.2.1. Sensibilisation sur le traitement des déchets ménagers

A moyen terme, il serait préférable, à notre avis technique, d'établir et d'adopter une technique d'animation par :

- La stratégie IEC de la population sur les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de possibilités de recyclage de certains déchets ;
- la dotation systématique d'équipements adéquats : au niveau de la collecte, les bacs à ordures doivent être judicieusement déployés géographiquement autant en nombre qu'en capacité ;
- l'instauration d'une bonne organisation logistique : pour le transport, particulièrement les camions benne, il y aura lieu d'assurer un entretien adéquat et périodique des véhicules de collecte et de choisir un itinéraire bien agencé, de la collecte à la décharge et si possible, augmenter le nombre de points de décharge ;
- le respect des réglementations en vigueur.

A long terme, des petits ateliers artisanaux devront être créés pour valoriser les déchets via la transformation des sacs plastiques en chaussure, en sac ou en pavé, et en d'autres articles. Une telle initiative est similaire à celle constatée en Inde, pays qui a tenté de faire progresser le système. A preuve, conserve India est une ONG qui utilise des articles usés sous forme de déchets (sac plastique, jean, sari, ceinture de sécurité, pneu etc.) pour confectionner des sacs de marque neufs, vendus partout dans le monde, innovation qui favorise la création d'Activités Génératrices de Revenus (AGR). De tels ateliers opérationnels prennent en considération la récupération intensive des sacs en plastique usagés afin de permettre à la Commune d'offrir à sa population un environnement sain et agréable à vivre et de réduire au

maximum l'éparpillement sauvage de tels déchets plastiques. Ils gagneront progressivement en envergure en capacité de production et de diversification de lignes de produits au fur et à mesure de la croissance de leurs ressources budgétaires.

Cette stratégie pourrait être adoptable et réalisable si l'Administration publique et les petites entreprises formalisées acceptent de collaborer afin d'agrandir de tels ateliers pouvant donner des emplois générateurs de revenus à un nombre non négligeable d'individus actuellement en chômage.

A ce titre, il nous semble urgent d'inculquer une approche participative à la population au niveau de chaque Fokontany pour résoudre ensemble avec la société, les problèmes récurrents rencontrés, à travers une meilleure connaissance de leurs origines et impact vers un effort commun de leur résolution.

7.2.2. Synthèse des actions à entreprendre, des acteurs concernés et du chronogramme de réalisation.

Le tableau de synthèse représenté ci-dessous, présente les actions de redressement à entreprendre avec indication des acteurs concernés ainsi que le chronogramme de leur réalisation dans le temps et de leur ordre de priorité.

Tableau n°17 : Synthèse du plan d'actions à entreprendre

Acteurs public ou privé	Domaines d'intervention	Axe temporel	Suggestions d'action à entreprendre
Etat	Politique, économique	A moyen et long terme	<ul style="list-style-type: none"> ✓ valorisation et transformation des déchets (recyclage, compost, incinération); ✓ réhabilitation d'usine à Andralanitra ; ✓ volonté expresse et manifeste de l'Etat sur la réalisation de politique sociale.
Commune	Politique, économique et social	A moyen terme	<ul style="list-style-type: none"> ✓ sensibilisation des populations bénéficiaires dans l'amélioration organisationnelle et l'adoption de comportement citoyen et civique dans la gestion des déchets.
		A long terme	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Instauration de nouveaux bacs de collecte d'ordure pour compléter ceux installés.
Fokontany	Social	A court terme	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Organisation d'assemblée générale pour inculquer le système d'approche participative de la société.
Société civile	Politique, économique et social	A long terme	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place et opérationnalisation de collaboration avec les petits ateliers valorisant les sacs en plastique usagés et autres types de déchets récupérables et transformables.

Acteurs public ou privé	Domaines d'intervention	Axe temporel	Suggestions d'action à entreprendre
Partenaires du secteur privé et bailleurs locaux et internationaux	économique	A moyen terme	✓ Renforcer les collaborations avec les industries favorisant la transformation des déchets.
Agent communautaire	sanitaire	Immédiat et à court terme	✓ Animation sur les impacts négatifs des éparpillements de déchets ;
Population bénéficiaire	social	Moyen et à long terme	✓ Participation effective aux activités dans la réalisation de sa quote-part de responsabilité
Communauté de Base	social	A moyen et long terme	✓ Education continue et permanente du groupe communautaire : bonnes pratiques civiques et comportement citoyen.

Source : Investigation personnelle, 2015

7.3. Acquis professionnels

La descente sur le terrain d'investigation et l'étape exploratoire de documentation et d'entretien, les interactions verticales et horizontales avec les responsables et les acteurs sociaux ont développé d'une part, notre compétence communicative, et d'autre part, notre appréhension des rouages de l'administration publique et les organisations privées ainsi que leurs modes de fonctionnements et leurs collaborations. Par ailleurs, nous avons pu également pu apprécier la complémentarité entre les acquis en salle et les réalités sociales sur terrain ; la fibre sociatrique²² en nous s'est à nouveau ravivée. Certes la durée du stage est relativement courte mais nous avons essayé de tirer le maximum de profit cognitif et relationnel.

²²C'est le domaine de la pratique visant à soigner la société, à remédier aux maux sociaux (inadaptation, incivisme, intolérance...) : ANCIAUX, A.(1994) L'évaluation de la socialité –Manuel d'anthropologie appliquée au travail social, Bruxelles, De Boeck Université, 304 pages, ici p.21

Conclusion partielle 3 :

En guise de conclusion, la gestion des déchets implique le relèvement d'un défi majeur par la Commune en collaboration étroite avec la population et les partenaires potentiels du domaine public et privé concernés (PPP). La réussite d'une telle initiative de concertation dépend des ressources financières et matérielles requises et surtout de l'adoption de mentalité responsable, citoyen et civique de la société en général.

Une bonne gestion des déchets a priori dépend de la politique et de la stratégie d'actions que l'Etat conçoit et opérationnalise envers et en étroite collaboration avec la Commune, le Fokontany, les ONG et l'ensemble des parties prenantes (public et privé) concernées.

La considération des recommandations que nous avons avancé dans ce travail de recherche et d'investigation nous semble incontournable en vue de la mise au point effective et organisée des éléments constitutifs d'une bonne gestion des déchets dont la mise en œuvre commune et conjuguée assurera progressivement la présentation de la santé publique et le bien-être permanent de la population.

CONCLUSION GENERALE

La gestion des déchets est encore un domaine auquel l'Administration n'arrive pas encore à gérer correctement. Voilà des années que cette situation de mauvaise gestion a été discutée mais il n'y a eu aucune solution durable qui ait été encore trouvée sur l'amoncellement des ordures dans différents quartiers de la capitale malgache.

Le gros problème est surtout axé sur les aspects matériels, financiers et humains. L'insuffisance des matériels ne permet pas de faire en bonne et due forme le travail car ces équipements sont indispensables, dans le domaine de gestion des déchets les pré-collecte et collecte.

A cela s'ajoute l'aspect financier qui est source de tous les maux car sans moyens financiers, aucun déchet n'est ramassé surtout au niveau de la collecte et les bacs fixes qui ne justifient pas leur efficacité vu l'accroissement de la population, l'urbanisation croissante (mais quasi anarchique) et le « développement économique » déséquilibré : tout cela accentue la consommation alimentaire d'où le manque de bac à ordures dans les points inaccessibles. L'entité publique puise ses ressources au niveau des ROM et REAU mais la dernière ne pose pas beaucoup de problèmes mais tandis que ROM n'est pas totalement versé auprès de cette entité par la Commune, ce qui a engendré d'énorme problème de ramassage d'ordure.

Puis vient l'aspect humain qui constitue un des problèmes source de l'amoncellement surtout au niveau de la pré-collecte. En effet la branche verticale a aussi son importance mais comporte moins d'effectif jeune et actif car la plupart du personnel sont des personnes ayant pris l'âge.

En d'autres termes la Commune comporte encore d'innombrables dysfonctionnements organisationnels sur la manière de gestion correcte des ordures que ce soit au niveau économique, politique, social et psycho-social.

D'où, cela entraîne des conséquences néfastes à l'instar de la prévalence de différentes maladies endémiques et épidémiques qui touchent chaque année la société et notamment lors des périodes critiques comme celle courant à partir de Septembre à Décembre. Mais la menace la plus à craindre à née de la mauvaise gestion des déchets c'est la peste, une maladie mortelle pour l'homme.

Par ailleurs chaque individu interviewé a fait part de son opinion pessimiste selon laquelle le problème ne sera résolu que si nous en premier lieu nous faisons de cette affaire une histoire personnelle et vitale à nous tous pas non seulement l'Etat mais aussi nous, citoyen responsables de notre bien-être. Cela devrait commencer citoyen tout d'abord par la pré-collecte. L'amoncellement des déchets affecte surtout les Fokontany n'ayant pas de bac entraînant les canaux d'évacuation à devenir de fait, un dépotoir « sauvage » par la société y résidant. Ce qui ne ferait que créer davantage de problème pendant la période de pluies. Les canaux d'évacuation étant bouchés par les déchets, l'eau de pluies s'infiltrerait au niveau du domicile des individus.

Afin de résoudre un tel problème, des solutions et suggestions ont été proposées comme tout d'abord la sensibilisation de la société afin de s'adapter à un nouveau mode de vie réformé consistant à ne jamais jeter partout les déchets surtout dans les canaux d'évacuation ; ensuite les recyclages, compostage, l'instauration de bac dans les quartiers ne disposant pas de bac fixe et surtout l'application systématique et permanente des techniques d'animation efficace, éprouvées.

Enfin et de manière pondérée, nous affirmons que la présente question est pertinente et d'actualité, si bien que le sujet qui ne manquera pas de nous interpeller ici, est le suivant: comment instaurer une gestion durable du déchet à laquelle la société pourra s'intégrer et s'y adapter facilement et par ricochet, réduire de façon palpable, le taux cas de maladies épidémiques ?

Il appartient ainsi à chaque acteur social d'y répondre en tenant compte de nos modestes recommandations consistant à réduire l'amoncellement des ordures ménagères et des déchets et à être à la fois efficace et efficiente dans son mode de gérance au quotidien.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

1. BEAUX (J-F) « L'environnement », Paris, Nathan 1997, pages.124
2. CROZIET (M) « La société bloqué », Pao édition du seuil Novembre 1994, pages 201.
3. GRAFFMEYER (Y), « sociologie urbaine », Paris, Nathan Université (1994), pages 32-49
4. RAULIN (A), « Anthropologie urbaine », Paris Armand colin 2002, pages 85-109.
5. RYFMAN (Ph), « Les ONG », Paris, La découverte 2009, 126 pages

OUVRAGES SPECIFIQUES

6. ANCIAUX, A. L'évaluation de la socialité –Manuel d'anthropologie appliquée au travail social, Bruxelles, De Boeck Université1994, 304 pages
7. BEITONE (A), « sciences sociales », Paris, Editions Dallez 2002, pages 102-103.
8. BERTOLINI (G), « la marché des ordures : économie et gestion des déchets ménagers », collection « Environnement » l'Harmattan 1990, pages 206.
9. BRETON (E), « Sociologie Urbaine », presses universitaires 1980, pages 298.
10. OTTINO (P), « La notion de fihavanana repose sur cette idée de condition commune qui découlait de l'ancestralité est également étendue aux voisins qui, se nourrissant des produits d'un même terroir, ont le sentiment de partager une même substance » Paris, Karthala1998, pages 590.
11. RAHARINJANAHARY (R) « La question des ordures à Antananarivo : une gestion en déséquilibre permanent », Département Géographie, Facultés des Lettres et Sciences Humaines, Université Antananarivo,-, 2009.

MEMOIRES

12. Mémoire online, « Déchets ménagers: impact sur la santé et l'environnement en commune I du district de Bamako: cas de Banconi ».

ARTICLES SCIENTIFIQUES

13. ATTAHI (K), « problématique de l'urbanisation et les défis de la gestion municipale en Afrique occidentale et centrale », Programme de gestion Urbaine, Octobre 2001, page 23.
14. RANDRIAMASITIANA(G.D) « Quête incertaine de voies / voix démocratiques et minorisation de l'hétéronomie séculaire. Le cas malgache ». Texte présenté au 19ème Congrès International des Sociologues de Langue Française, Penser l'incertain, 2 au 6 Juillet 2012, Rabat, Maroc.
Regards pluriels sur l'incertain politique. Entre dérives identitaires, urbanisation, globalisation économique, réseaux numériques et féminisation du social. Sous la direction de Hervé Marchal et de Christophe Baticle, 2015, Paris, L'harmattan, p.239 – 249.
15. RANDRIAMASITIANA (G.D) « Trajectoires différenciées, familles décomposées et efforts de reconstruction de parcours des enfants en difficulté», Revue à comité de lecture de l'Association Historique Internationale de l'Océan Indien, Enfance et jeunesse dans les pays du sud – ouest de l'océan indien (XVIIIe – XXIe siècles), 2010, p.230 – 237.

DOCUMENTS

16. Rapport de l'Office National de l'Environnement, 1997
17. Jean-Michel Balet, Aide mémoire sur la gestion des déchets 2^{ème} édition
18. Code de Municipalité de l'hygiène sur la Commune Urbaine d'Antananarivo, consulté le 24 Avril 2015.

WEBOGRAPHIE

Hptt://-www.SAMVA.org, consulté le 19 mai 2015 Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo,

- tribune.com MADAGASAR, consulté le 10 aout 2015 l'assainissement de la capitale, -www.dujardin-delacour.com, traitement des déchets : centre de collecte d'ordures dans la capitale, consulté le 07 septembre 2015

-www.pseau.org, consulté le 15 décembre 2015, la gestion durable des déchets et assainissement,

Table des matières

REMERCIEMENT

SOMMAIRES

LISTE DES ABREVIATIONS

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES FIGURES

LISTE DES GRAPHES

LISTE DES PHOTOS

INTRODUCTION.....	1
Partie I : Monographie, Matériels et méthodes	8
Chapitre I : Monographie	9
1.1. Présentation de la Commune Urbaine d’Antananarivo	9
1.1.1. Localisation	9
1.1.2. Aspect démographique	10
1.1.3. Infrastructure	11
1.1.4. Les responsables de la gestion des ordures ménagers	12
1.2. La Direction des Espaces et de la Propreté Urbaine	13
1.2.1 Historique	13
1.2.2. Missions et attributions	14
1.2.3. Organigramme.....	15
1.2.3.1. Le service nettoyage des espaces et voies publiques.....	16
1.2.3.2. Le service assainissement	16
1.2.3.3. Le service suivi des ordures ménagères.....	16
Chapitre II : Approche méthodologique	18
2.1. Approche historique et Cadre théorique.....	18
2.1.1. Historique du déchet.....	18
2.1.2. La gestion des déchets.....	19
2.1.3. Le bien-être	19
2.1.4. Urbanisation.....	20
2.2. Matériels et méthodes.....	21

2.2.1. Matériels	21
2.2.1.1. Documentation.....	21
a) LA BMH	21
b) LE SSD	22
c) L'ENDA OI	22
d) LA CUA	22
e) l'INSTAT	22
f) l'Internet	22
g) La prise de note	22
2.2.2. Les méthodologies de recherche	23
2.2.2.1. Technique vivantes.....	23
2.2.2.2. Elaboration des questionnaires.....	23
2.2.2.3. Type d'analyse.....	24
Partie II : Résultats des enquêtes.....	28
Chapitre III : Situation actuelle de la gestion des déchets dans la ville d'Antananarivo	28
3.1. Les réalités sur la gérance des déchets	28
3.1.1. Saison de production de masses de déchet	28
3.1.2. Sur le plan international	28
3.1.3. Sur le plan national	29
3.1.4. Sur le plan local	29
Chapitre IV: Résultats des enquêtes auprès des différentes institutions.....	31
4.1. Résultats des recherches.....	31
4.1.1. Aspect humain et moyens matériels et financiers	31
4.1.1.1. Les aspects humains des activités à entreprendre pour la pré-collecte.....	31
4.1.1.2. Insuffisance accentué des équipements matériels	33
4.1.1.3. Matériels pour la collecte.....	34
4.1.1.4. Aspect financier.....	36

4.1.2. Type de collecte effectué	37
4.1.3. Type de bac à ordure	37
4.1.4. Facteurs économiques, politique et social	37
4.2. Impacts négatifs du défaut de bonne gestion des déchets sur la santé publique et dans d'autres domaines sensibles connexes	41
4.2.1. La production de déchet.....	41
4.2.1.1. Déchets au niveau local	43
4.2.2. Défaillances des masses de déchets par rapport au nombre de bac par fokontany	44
4.2.3. Les lieux de décharge	48
4.2.4. Les types de maladies et épidémies engendrées par une mauvaise gestion des déchets	51
Chapitre V : Résultats des enquêtes auprès des ménages	54
5.1. Enquêtes auprès des ménages	54
5.1.1. Situation des individus enquêtés.....	54
5.1.2. Les avis de certaines enquêtés.....	55
5.2. Analyse FFOM (Forces, faiblesses, opportunité et menaces)	62
Chapitre VI : Discussions	65
6.1. Vérification de l'hypothèse 1	65
6.2. Vérification de l'hypothèse 2	67
Chapitre VII : Recommandations	70
7.1. Recommandations sur la gestion des déchets.....	70
7.1.1. Au niveau de l'Etat	70
7.1.2. Au niveau de la Commune	73
7.1.3. Au niveau du Fokontany.....	73

7.1.4. Au niveau des ONG.....	74
7.2. Recommandation d'après le travailleur social	74
7.2.1. Sensibilisation sur le traitement des déchets ménagers	75
7.2.2. Synthèse des actions à entreprendre, des acteurs concernés et du chronogramme de réalisation.....	76
7.3. Acquis professionnels.....	77
CONCLUSION GENERALE.....	80
ANNEXES	
RESUME	

ANNEXES

Listes des annexes

Annexe 1: Questionnaire pour les enquêtes

Annexe 2 : Guide d'entretien avec les Responsables

Annexe 3 : Texte(s) juridique(s) régissant l'assainissement

Annexe I: Les questionnaires pour les enquêtés**Pour les ménages**

1) Situation matrimoniale :

- Marié
- célibataire

Nombre d'enfant (isan' ny zanaka) :

- 1
- 2
- 3
- Autre

Age (Taona):

Originaire d'Antananarivo (Fiaviana) :

- Oui
- Non

Si non, de quelle région venez-vous ?

Religion (Finoana) :

- Catholique
- Protestant
- Luthérien
- Anglican
- Secte

Profession (Asa):

- Bureaucrate
- Marchand
- Autre

Salaire mensuelle (Karama) entre :

- 100.000 à 160.000 Ar
- 200.000 à 250.000 Ar
- 300.000 à 350.000 Ar
- Autre montant

Sur la gestion des déchets

1) Est-ce que votre Fokontany est doté de bac à ordures fixe ?

(Misy fitoeram-pako ve eto amin'ity Fokontany ity ?)

- Oui
- Non

Si oui, combien ?

(Raha misy, dia tokony firy eo?)

- 1
- 2
- 3

Si non, où jetez-vous vos ordures ménagères ?

(Raha tsisy, dia aiza ianareo no manary fako?)

- Dans la rue
- Dépôt sauvage
- Dans les canaux d'évacuation d'eaux

2) Les bacs des Fokontany voisins sont-elles situés loin de la votre?

(Lavitr'ity Fokontany ity ve fitoeram-pako ny Fokontany akaiky anareo ?)

- Oui
- Non

3) Est-ce que votre Fokontany adopte la politique de la Commune la RF2 ?

(Misy RF2 ve ity Fokontany ity?)

- Oui
- Non

Si oui, comment se nomme l'Association s'occupant de votre Fokontany et combien sont-elles?

(Raha misy dia iza ny Fikambanana miandraikitra azy ary misy firy ?)

4) Est-ce que le Fokontany a-t-il organisé une assemblée générale pour la société afin d'adopter cette politique de RF2 ?

(Nampiantso an'ny mponina et ve aloha ny Fokontany aloha ny hanapakevitra hametraka ny RF2?)

- Oui

- Non

Si oui, la société a-t-elle pris part à la réunion ?

(Raha eny, dia nandray anjara ve ny mponina?)

5) Combien payez-vous chaque mois ?

(Ohatrinona isam-bolana no aloa ?)

- 500 Ar
- 600 Ar
- 700 Ar
- Autres

6) Payez-vous chaque mois ?

(Mandoa foana ve ianareo isam-bolana?)

- Oui
- Non

Si non, des mesures sont-elles prises par le chef Fokontany ?

(Raha tsia, mandray fepetra ve ny sefom-pokontany ?)

7) Quelles sont les sanctions affligés à celui ou celle qui ne paye pas la redevance ?

(Inona avy ireo sazy miatra amin'ireo tsy mandoa ny vola ?)

8) D'après votre opinion, pourquoi les déchets sont-elles éparpillés partout dans la ville ?

(Raha araka ny soso-kevitrao,, inona ny antony mahatonga ny fiparitahan'ny fako eto an-drenivohitra ity ?)

9) Est-ce que l'amoncellement des ordures a-t-elles des répercussions sanitaire sur votre foyer ?

(Misy fiatraikany eo amin'ny fianakavianao ve ny fivangogon'ny fako eo amin'ny resaka ara-pahasalamana?)

- Oui
- Non

Si oui, lesquelles?

(Raha eny, dia inona avy ireo ?)

10) Quelles sont les maladies qui atteignent votre foyer ?

(inona avy ireo aretina matetika mahazo ny ao an-tokantrano ?)

11) Qui est le principal responsable de l'éparpillement des déchets ?

(iza no tompon'antoka amin'ny fiparitahan'ny fako ?)

12) Quel serait les solutions que vous avancerait en tant citoyen Malagasy ?

(Inona ny vahaolana mety arosoana amin'ny maha olom-pirenenena anao ho fisoroana an'izany fiparitahan'ny fako izany ?)

Annexe II : Guide d'entretien avec les Responsables

Pour le Adjoint au Maire Fokontany

- 1) Est-ce qu'il y a des personnels de la Commune qui nettoie les rues de votre Fokontany ?
(Misy miasa ny Kaominina ve mamafa ny araben'ity Fokontany ity?)
- 2) Votre Fokontany comporte-t-il des bacs à ordures fixe, si oui combien?
(Misy fitoeram-pako ve ity Fokontany ity, misy firy?)
- 3) Est-ce que votre Fokontany adopte la politique RF2?
(Misy RF2 ve ity Fokontany ity?)
- 4) En quelle année a-t-elle été instaurée?
(Tamin'ny taona firy no napetraka izany?)
- 5) Avez-vous organisé une réunion avec la société avant l'instaurer?
(Nisy fivoriana narahina tamin'ny mponina ve aloha ny fametrahana azy ?)
- 6) Quel est le coût que la société doit payer chaque mois?
(Ohatrinona no aloa ny ponina isam-bolana?)
- 7) Est-ce que la société paye la redevance ?
(Mandoa araka ny tokony ho izy ve ny mponina?)
- 8) Quelles sont les sanctions attribuées à ceux qui ne payent pas la redevance?
(Inona avy ireo sazy miatra amin'ireo izay tsy mandoa ny vola?)

Pour le chef service de la DEPU

- 1) En quelle année la DEPU a-t-elle été mise en place ?
(Tamin'ny taona firy no nametrahana ny DEPU ?)
- 2) La DEPU est-elle en collaboration avec le SAMVA?
(Miara-miasa ve ny DEPU sy SAMVA ?)
- 3) Est-ce que les personnels chargés de nettoyage sont munis de matériel? Quels sont ces matériels ?
(inona avy ireo fitaovana ampiasaina amin'ny sehatra famafahana lalàna ?)
- 4) Est-ce que les matériels utilisés sont-ils suffisants?
(Ampy ve ny fitaovana ampiasaina ?)
- 5) Quels obstacles connaissent les personnels dans leur travail ?
(Inona avy ireo olana sedrain'ireo mpiasa eo amin'ny sehatr'asa ?)
- 6) Qui sont les différentes ONG en collaboration avec la DEPU ?
(Iza avy ireo ONG miara-miasa amin'ny DEPU ?)

Annexe III : Texte(s) juridique(s) régissant l'assainissement

ARRETE MUNICIPAL N°CUA/DS/CAB.13 Portant sur le Code municipal d'hygiène de la Commune Urbaine d'Antananarivo

Chapitre II

PROPRETE DES DOMICILES, LIEUX ET ESPACES PUBLICS

Section 2

Les ordures

ARTICLE 14 : Les ordures doivent être portées chaque jour hors des habitations et déposées dans des bacs prévus à cet effet de 17H 00mn à 20H 00mn. Ces horaires doivent être strictement observés par tous les usagers sous peine de sanction administrative

ARTICLE 15 : Le brûlage à l'air libre d'ordures ménagères, des déchets verts, des déchets végétaux issus des jardins ainsi que la destruction des ordures ménagères et autres déchets à l'aide d'incinérateur individuel ou d'immeuble sont interdits sauf autorisation de la Commune Urbaine d'Antananarivo.

ARTICLE 16 :

- Les dépôts, des immondices solides, des urines ou matières fécales et généralement tous corps ou matières durs provenant de l'exercice d'un commerce, des déchets hospitaliers, industriels, des déchets toxiques dans les bacs à ordures, sont interdits.
- Il est également interdit de jeter sur les voies et leurs dépendances tels que trottoirs, canaux et égouts d'évacuation d'eaux usées, des eaux insalubres, des immondices, boues, ordures ménagères, matières fécales, déchets de cuisine ou tout autre objet, susceptibles de causer des dégradations, d'entraver l'écoulement des eaux de pluie, de gêner la circulation ou de nuire l'hygiène ou la sécurité publique.

ARTICLE 17 : Les responsables des Fokontany veillent à ce que les canaux d'évacuation des eaux usées dans les ruelles de sa circonscription soient fonctionnels et dépourvus d'eaux stagnantes et de déchets.

ARTICLE 31 :

- Le respect de la propreté est un devoir et une obligation de tout un chacun. Tout fait d'uriner ou de jeter des matières fécales en tous lieux en dehors des infrastructures réservées à cet effet est strictement interdit.

- Les usagers des rues, les passagers et les conducteurs sont responsables de la préservation de la propriété de leurs environnants et des moyens de transport privé ou en commun. Tout jet d'emballage de quelque nature que ce soit dans les rues, lieux ou places publics expose son auteur à des sanctions administratives pécuniaires et/ou par la contrainte de le ramasser immédiatement.

ARTICLE 32 : L'apposition des affiches et banderoles sans autorisation et en dehors des lieux réservés à cet effet est interdite. La violation de cette mesure entraîne leur destruction immédiate et sans aucune formalité outre la condamnation de leur auteur à des sanctions administratives pécuniaires ainsi que la confiscation éventuelle des documents non encore affichés.

COORDONNÉES DE L'IMPÉTRANTE

Nom: CYNTHIA

Prénom: Tatiana Mariasy

Adresse: Lot III G 122 A Ambatolampy Ambohimananarina

GSM : 0327272593

Adresse électronique : cynthytatima@gmail.com

SYNOPSIS DU MEMOIRE

TITRE DU MÉMOIRE : La gestion des déchets et le bien-être de la population dans la Commune Urbaine d'Antananarivo

Mots clés : assainissement, commune urbaine, habitants, capitale, gestion des ordures

CHAMPS DE RECHERCHE : sociologie des organisations et du travail, sociologie urbaine

NOMBRE DE TABLEAUX : 19

DE FIGURES : 03

DE GRAPHES : 06

DE PHOTOS : 03

RESUME

Depuis des années la Commune Urbaine d'Antananarivo a connu des difficultés sur la gérance des ordures ménagères du fait de l'insuffisance notoire et permanente de ressources financières requises pour la maîtrise de ce domaine. Elle ne possède pas non plus, de politique et d'organisations adéquates, ce qui intensifie l'amoncellement des ordures dans les divers quartiers de la Commune. Cette amplification négative engendre la multiplication des rongeurs et la génération de parasites vecteurs de maladies nuisibles à l'homme. D'où, les groupes d'individus les plus vulnérables sont les familles défavorisées vivant dans les bas quartiers.

DIRECTEUR DE RECHERCHE : RANDRIAMASITIANA Gil Dany, Professeur Titulaire